

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 21 AVRIL 1976
N° 166 1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942

**COMMENT
LUTTER
CONTRE
L'EMPIRE
PEUGEOT**

voir page 10

Un alibi scientifique pour Poniatowski

Jacques Chirac a procédé hier à l'installation d'un «Comité chargé d'étudier les formes violentes de la délinquance» et que préside Alain Peyrefitte, ancien ministre. Dix «personnalités» composent ce comité. Jacques Léauté, professeur de droit pénal, Robert Schmelk, premier avocat général à la cour de Cassation, Max Fernet, directeur central honoraire, Jean Chazal de Mauriac, conseiller à la Cour de Cassation, François Steury, architecte, Simone Rosès, président du Tribunal de Grande Instance de Paris, Pierre Deniker, professeur de médecine, Jacques Ellul, professeur d'histoire sociale.

UNE COUVERTURE DÉMAGOGIQUE

La mise en place de ce comité s'intègre dans le cadre d'ensemble de la politique de Giscard-Ponia en matière de sécurité. Le premier volet de cette politique est constitué par la réforme de la procédure de droit pénal, étendant le champ de la notion de «sécurité» pour en faire une véritable norme sociale, juridique. Sous prétexte de délinquance et de criminalité, il devient nécessaire de fouiller les voitures, on étend les contrôles d'identité, «l'intention» tient lieu de délit. Ces mesures visent à l'extension et à la légalisation de la répression en particulier contre les travailleurs, contre les révolutionnaires.

suite p. 3

LIEVIN

- ENCORE UN MINEUR TUÉ !
- GRÈVE AUX PUIITS 4 ET 7 DE LENS

Un jeune mineur marocain a été tué vendredi à la fosse 4 de Lens, il travaillait en France depuis presque un an et était affecté au foudroyage depuis 35 jours. L'accident s'est produit au moment où il enlevait un dernier étau, un caillou rabattu l'étau qui a fracturé le crâne du jeune mineur. Après cet accident, la section CFDT a publié un tract en français et en arabe dans lequel elle fait remarquer que la responsabilité des Houillères est engagée puisque ce jeune mineur de catégorie 4 n'était pas en mesure d'effectuer ce travail. Ce tract fait également remarquer que comme pour la catastrophe du 27 décembre 1974 on va encore parler de fatalité. Pour la vérité sur cet accident, et pour la sécurité des mineurs, ce tract appelait à la grève. Il a été distribué dans les cités de travailleurs immigrés, et en particulier marocains, de la région Lens-Liévin. L'ensemble des mineurs marocains des puits 4 et 7 de Lens se sont mis en grève hier matin à 4 h 30.

suite p. 4

Il y a un an déjà à Liévin.



SONACOTRA

ORGANISER LA RIPOSTE

Au foyer Romain Rolland

Au foyer Romain Rolland, un groupe de travailleurs immigrés assis sur la pelouse, discutent passionnément des camarades expulsés.

Les expulsions et la riposte sont en effet, les préoccupations des travailleurs immigrés aujourd'hui : «A Romain Rolland, les flics se sont pointés vendredi à 6 heures, ils savaient où aller, ils ont pris 2 des délégués dans leur chambre, l'un d'eux n'a même pas eu le temps d'enfiler sa chemise, le troisième, ils l'ont pris dans le couloir alors qu'il partait au travail. Ils leur ont même pas laissé le temps de prendre leurs affaires». Les flics comptaient bien sur l'effet de surprise, venant peu nombreux et alors que beaucoup de travailleurs étaient déjà partis au boulot. «On pensait bien que Poniatowski laisserait pas tranquille,

mais on n'avait pris aucune précaution contre la répression. Des fois qu'ils voudraient revenir, on les attend. Ils ont tous participé à la manifestation de samedi et déjà 3 assemblée générales ont eu lieu pour préparer «la grande manifestation du 24 avril».

Une collecte a aussi été organisée pour envoyer aux expulsés. Ils sentent la nécessité de l'unité Français-Immigrés : «Il faut que la manif du 24 soit la plus massive possible, si nous ne voulons pas que d'autres expulsions aient lieu, ce qu'on veut obtenir, c'est des droits égaux aux travailleurs français». Néanmoins, à part la manifestation de dimanche, qui a été bien perçue par la population il n'y a pas encore eu de popularisation prise en main par les travailleurs du foyer.

voir p. 4



Le 7^e plan examiné ce matin en conseil des ministres

PILOTAGE A VUE ET MESURES ANTI-OUVRIÈRES

voir p. 9

ITALIE

de compromis en marchandages

En Italie, le subtil ballet parlementaire des trois partis, ou bien il y aura des élections anticipées début juin. Les deux dirigeants de la démocratie chrétienne semblent mener deux politiques différentes, peut-être complémentaires. En Italie, le subtil ballet parlementaire des trois partis, ou bien il y aura des élections anticipées début juin. Les deux dirigeants de la démocratie chrétienne semblent mener deux politiques différentes, peut-être complémentaires.

suite p. 8

SOMMAIRE

- Notre enquête : où en est le mouvement viticole ? p. 2
- Plus-value : la réforme en douceur p. 3
- Thomson-CSF : le bilan p. 5
- Roland Agret : la grève de la faim continue p. 6
- Chine : le programme de Teng Siao Ping p. 7
- Cisjordanie : nouvel assassinat sioniste p. 8
- 7^e plan : mesures anti-ouvrières et pilotage à vue p. 9
- Notre feuilleton Hon Dat p. 11
- Espagne : les organisations révolutionnaires et le mouvement des masses p. 12

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? (7)**

LES PRIX DU VIN EN QUEUE DU PELOTON

Les viticulteurs ne manquent pas de faire la comparaison entre l'évolution générale des prix agricoles à la production et celle des prix du vin. En 1973, le prix du vin de table type R1 (vin qui représente le gros de la production du Languedoc-Roussillon) est, en moyenne, de 8,98F le degré/hecto. En 1974, il est de 8,90, et en 1975, de 8,66F. Donc, malgré le très

temps, les prix d'autres produits agricoles augmentaient de :

- + 69% pour la viande bovine
- + 64% pour le blé dur
- + 60% pour le sucre
- + 54% pour le lait
- + 52,6% pour le blé tendre...

Alors que les viticulteurs pensent que ce désavantage n'est pas le fruit

des technocrates européens qui décident de la «vocation» d'une région et condamnent une manière de vivre beaucoup plus qu'une source de travail, un art de vivre sans aucun égard pour ceux qui la mènent. Là encore, plus que le chômage - ce malheur - plus que la reconversion à des tâches d'un autre ordre, c'est le déracinement, la «déportation» imposée que refusent les viticulteurs : «Nous voulons vivre au pays...».

Ce désavantage au niveau communautaire, les viticulteurs l'interprètent comme une manœuvre pour détruire la viticulture languedocienne au profit d'autres activités. A ce niveau, ils ont raison mais peut-être ne vont-ils pas encore assez loin ?... Cette décision de les supprimer n'est pas le fait d'une méchanceté ou même d'une cécité «technocratique» ou «bruxelloise». Elle traduit la logique profonde du système capitaliste. Au siècle dernier, quand la vigne était une vraie mine d'or, le capital a couvert la région de vignes. Maintenant, d'autres activités - la vente de loisirs et les «infrastructures immobilières» que cela représente - sont plus rentables, plus juteuses au point de vue profit. Alors, la vigne répandue il y a moins de cent ans, aujourd'hui, on la liquide : profit exige...



fort accroissement des charges que nous venons de signaler, le prix du vin payé aux producteurs a baissé. Le laboratoire d'économie rurale et des services économiques de Montpellier, dans une étude très fouillée, a démontré qu'en une seule année, de mars 1974 à mars 1975, le vin a été dévalorisé de 6,8% par rapport à l'indice des prix à la consommation et de 26% par rapport à l'indice général des prix.

Les viticulteurs n'ont d'ailleurs pas besoin de ces savantes - et utiles - études pour se rendre compte que le prix de leur produit traîne en queue de peloton. Ils n'ont qu'à comparer l'évolution des prix tels qu'ils sont fixés par les autorités européennes de Bruxelles. Ainsi, de 1970 à 1975 :

- le prix de déclenchement (prix plancher qui provoque, s'il se maintient quelques semaines, le déclenchement de l'aide au stockage - Cf QdP du 15/4) a augmenté de 25%.

- Mais, dans le même

du hasard et qu'il traduit une volonté politique déterminée au niveau européen : faire de leur région, de la région méditerranéenne, non un lieu de production mais une vaste zone de vacances de repos, de vente de mer, de bronzage et de soleil. En 1968, devant le congrès du CNJA à Avignon, Sicco Mansholt a déclaré que cette région a pour vocation de devenir «la cour de récréation de l'Europe». Phrase enregistrée profondément dans le cœur et le cerveau des viticulteurs qui ne tiennent pas du tout à se transformer en gardiens de cette cour ou même en «jardiniers» d'une nature toute consacrée aux loisirs de l'Europe.

Non qu'ils veuillent refuser l'entrée de leur pays aux étrangers ou aux vacanciers (nous verrons dans un prochain article de cette série comment ils préconisent un nouveau type de vacances), au contraire. Ce qu'ils refusent, c'est d'être soumis à la froide détermination

LES MODERNISÉS RUINÉS OU EN VOIE DE L'ÊTRE

«Dans une cave coopérative comme Laure Minervo plus de 50% des adhérents ont un revenu d'environ 1.000 francs par mois. Un viticulteur comme Jacques Mestre, dans ce village, peut être considéré comme un exemple d'exploitant moderne puisqu'il travaille 14 hectares plantés à 50% en cépages nobles et à 50% en cépages recommandés, pour une production moyenne de 800 hectolitres de Minervo VDQS - qu'il doit d'ailleurs déclasser en vin de table pour espérer le vendre : il arrive à un revenu mensuel de 2000 francs qui représente en fait son travail plus celui de sa femme. Mais il exploite 14 hectares seul, la résistance physique a des limites, il ne tiendra pas longtemps à ce rythme...».

(Tallavignes dans le livre des comités d'action viticole : la révolte du Midi)

«Jacques T..., lui est installé du côté de Narbonne où il exploite 13 hectares de vigne d'un rendement moyen de 1.300 hectolitres. Au titre de ses acquisitions foncières, il doit rembourser 28.500 francs d'annuités, plus de 10.000 francs empruntés pour la rénovation de ses bâtiments d'exploitation, soit 38.500 francs. Mais ce n'est pas tout : il a des annuités et des intérêts de retard pour 40.000 francs. Question : arrivera-t-il à tenir longtemps sans faire appel à des prêts usuraires qui l'enfonceront un peu plus dans la «débîne» ? (Le vin de la colère)

Ces deux exemples expliquent pourquoi la couche des moyens viticulteurs est actuellement très combative.

d'autres régions de la France. Ils s'estiment trompés ; ils se jugent condamnés ; plus jeunes, ils sont souvent des leaders au sein des comités. Ils sourient - un sourire amer - quand ils entendent les politiciens parler de «politique de la qualité», phrases creuses reprises par les perroquets de la presse et de la radio «nationale»...

Opposés au pouvoir qui les a trompés, déçus, ont-ils compris jusqu'au bout l'origine de leur mal ? Ne reste-t-il pas encore trop souvent, à peine enfoui, l'espoir que la «réussite» viendra peut-être un jour ? Ce qui les rend prêts à repartir dans un nouveau cycle de «modernisation» et d'endettement et de surmenage ?...

Les prix de la crise

En janvier 1975, le Comité Régional d'Action Viticole fait le bilan de l'année qui vient de s'achever : l'augmentation du prix des produits nécessaires à la culture de la vigne est impressionnante :

Engrais complet	: + 49%
Pec au clorure	: + 53%
ONIA	: + 42%
Phosamo	: + 50%
Soufre	: = 37%
Sulfate de cuivre	: + 86%
Tuteurs	: + 150%

Compte tenu de ces augmentations et pour seulement que les revenus des viticulteurs soient restés en 1974 égaux à ceux de 1973, il aurait fallu que le vin se vende à la production 11 francs le degré/hecto. Or les cours, en ce début 1975, ne sont que 8,30 franc le degré/hecto...

Cette situation a un premier effet : certains viticulteurs «économisent». C'est-à-dire qu'ils n'entretiennent plus leur terre, ne lui apportent plus de fumures. Ils réduisent les sulfatages et les traitements. La «non-culture» gagne du terrain. Conséquences sur les récoltes qui baissent ; conséquences sur la qualité ; conséquence sur la santé à long terme de la vigne : la vigne ne produit pas, éternellement sans un minimum de soins. Sans eux, elle s'étoile... il faut l'arracher.

A la fin de la guerre d'Algérie une génération a surgie, la tête pleine des idées «modernistes» de CNJA. La fin de la guerre d'Algérie c'était, pour eux, la fin de la concurrence déloyale que leur faisait les gros colons. Ils ont foncé, joué le jeu qu'on leur disait être payant : celui de la «qualité». A coups d'emprunts, de terribles endettements, ils ont refait leurs vignes : défrichage des coteaux au bulldozers, arrachage des plants hybrides, plantation de cépages nobles, grosses dépenses en matériel de vinification et cuverie, etc, etc, etc... Résultat : la plupart sont actuellement contraints de déclasser leur vin pour les vendre. Et encore tous ne se vendent pas : il s'en faut...

Leur endettement est très fort. Tellement qu'ils en arrivent à dire que les vrais propriétaires de la région ce ne sont pas eux, mais le Crédit Agricole. Réflexion que font de nombreux paysans dans

Se voient-ils comme ils sont : des occasions pour le capital de se reproduire ?

Car le Crédit Agricole, c'est d'abord cela : un outil de sélection pour que les plus entreprenants, les mieux placés, deviennent des machines à engraisser, à développer, à reproduire la capital. Ce qu'ils font n'a pas d'intérêt : la preuve, leur VDQS devient du vin courant... L'important, quoi qu'ils produisent, c'est que les intérêts rentrent. Ils aiment leurs vignes, leur métier, leur pays et en fait ils vivent en mercenaires du capital, liés, obligés à apporter chaque année un peu plus d'eau à son moulin. Et le fait que les capitaux du Crédit Agricole soient «moins chers» que les autres ne change rien au problème : pressurer pendant des années est plus efficace que de tout exploiter en quelques mois... Oui, mercenaires, à leur corps défendant peut-être, ils le seront jusqu'à en crever, tant que le capital reste le maître...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Installation d'un comité chargé d'étudier les formes violentes de délinquance

Suite de la une

UN ALIBI "SCIENTIFIQUE" POUR PONIA

Le second volet de la politique gouvernementale, c'est la démagogie, la soi-disant recherche de solutions pour lutter contre la délinquance. Et pour faire passer la pilule de l'aggravation de la répression, prévue dans la nouvelle procédure, de droit pénal, on cherche à s'entourer du voile de l'objectivité scientifique, de la recherche de causes «humaines» (voire sociales) de la délinquance.

Là est le véritable rôle de ce comité qui vient de se mettre en place, gage nécessaire du libéralisme giscardien.

On peut dans cette mesure, s'attendre à ce qu'une large publicité soit donnée aux travaux de ce cabinet d'experts bourgeois, pendant le même temps, que des crans supplémentaires seront franchis dans la répression. La mise en place de ce comité au moment où 16 ouvriers, leaders de la grève

des foyers Sonacotra, sont expulsés par la force hors de France, en est le premier signe.

LE VRAI VISAGE DE LA DÉLINQUANCE

La presse, la radio, Lecaunet, Poniatowski se répandent quotidiennement sur les méfaits de la délinquance, sur la nécessité de mener la lutte contre elle, c'est-à-dire de renforcer encore le dispositif policier de la bourgeoisie, qui est pourtant déjà considérable. Il est nécessaire de remettre les choses à leur place.

— Augmentation de la délinquance juvénile ? Regardons de plus près : cette délinquance concerne 1 garçon sur cent et une fille sur mille, soit sept jeunes sur mille environ. En 1965 cette proportion était environ de 6 pour 1 000. On voit que la fameuse augmentation n'est pas celle qu'on dit, surtout lorsque les

causes des délinquances ne cessent, elles, de s'accroître !

— La délinquance est-ce le crime ? C'est ce qu'on essaie de nous faire croire. La

criminalité grave (meurtres et assassinats) a plutôt décliné... 1965 à 1973 : 354 contre 203. Même dans les dernières années, on ne peut pas parler d'augmentation de cette criminalité. Ce sont les nou-

velles formes de criminalité (hold up avec prises d'otages) qui ont augmenté. Les crimes commis par les jeunes sont très rares : il y en a eu 13 en 1974, contre 50 000 infractions de tous ordres.

LA DÉLINQUANCE REMISE EN CAUSE DE LA PROPRIÉTÉ

Plus de 90 délits sur cent sont des vols et des infractions au code de la route. Si les vols simples sont aussi répandus, c'est qu'ils deviennent presque une nécessité avec la montée du chômage. C'est le système qui oblige «le délinquant» à voler son pain pour vivre, une molybde pour se déplacer. Cette réaction, frustrée, non réfléchie fait du délinquant une victime à double titre. Comment ne pas être indigné par cette bourgeoisie qui s'empare des ouvriers en lutte, tels des otages pour ensuite dénoncer la criminalité ; qui condamne le vol, qui est la base même de son système d'exploitation et de violence !

Lutter contre la délinquance et la criminalité violente, c'est d'abord en supprimer la première cause, le capitalisme !



Chirac : Nous devons perfectionner nos lois ?

Au cours de son allocution devant le comité chargé d'étudier les formes violentes de la délinquance Chirac a déclaré, entre autres : «L'Etat doit réprimer la délinquance et la criminalité, lorsqu'elles se produisent. Nos lois nous en donnent les moyens. Nous devons les perfectionner si l'apparition de nouvelles méthodes ou de nouvelles activités montrent leurs lacunes... A l'intérieur d'une société, dans un Etat démocratique et libre, il ne saurait y avoir de violence légitime, ni de violence justifiée». Les expulsés des Sonacotra apprécieront sûrement.

La Blanchisserie de Pantin contre «Libération»

Hier s'est déroulé le procès intenté à Libération par les Blanchisseries de Pantin et par son directeur, M. Leclercq.

Le patron ne supporte pas que l'on dénonce les conditions de travail dans son entreprise : travail au rendement, hygiène déplorable au triage du linge sale, impossibilité pour les femmes enceintes de s'asseoir. La Blanchisserie portait plainte pour diffamation.

C'est la première fois qu'une entreprise ose attaquer en justice un journal qui dénonce des conditions de travail : aussi cela constitue un dangereux précédent d'attaque contre les libertés démocratiques et en particulier contre la liberté de la presse.

14 témoins étaient cités dont une dizaine d'ouvriers de l'entreprise qui ont eu le courage de s'opposer à leur patron, devant lui, à la barre. On se préoccupe vraiment peu de la santé des ouvriers dans cette entreprise pas plus

que de leur salaire : une ouvrière qui repasse des tabliers indiquait qu'après 19 ans de maison, elle touchait 1 500 F par mois. Sa dernière prime mensuelle étant de 0,04 F.

Le patron n'a pu qu'amener sa maîtrise, en grande partie CFT, ainsi que le médecin du travail, qui ne savait même pas où se trouvent les points d'eau dans l'entreprise, ce qui est très important pour des ouvriers qui manipulent du linge sale venant d'hôpitaux et qui doivent donc suivre les règles d'hygiène.

Cela montre bien le peu de valeur des témoignages favorables au patron qui ne sont que des calomnies anti-ouvrières comme l'accusation portée contre les ouvriers qui ne mettaient pas de gants alors qu'ils en avaient ; en fait, ils ne les mettaient pas parce qu'ils n'étaient pas adaptés au travail. Le jugement est mis en délibéré.

● SAUNIER ET LES «MODÉRÉS» : Saunier continue de s'afficher avec tous les porte-parole des étudiants «modérés». Elle a reçu hier les gens de l'UNI

● FO DANS LA RUE : Pour la première fois, depuis de nombreuses années, Bergeron prendra l'air le 1^{er} mai, avec ses troupes au lieu du traditionnel meeting.

LYCÉES EN GRÈVE

Une coordination lycéenne regroupant des délégués de 80 lycées de Paris et de la banlieue a eu lieu vendredi dernier. Cela témoigne qu'un courant de lutte se dessine dans les lycées. Cette coordination a pris plusieurs initiatives.

Elle a élu un collectif technique de 6 lycéens. Elle appelle à une manifestation autonome des lycéens jeudi à 15 heures de Nation à la gare de l'Est.

Elle appelle à une coordination parisienne où il sera notamment proposé de participer à la manifestation de samedi en soutien aux travailleurs en lutte de Sonacotra.

Elle organise une rencontre nationale lycéenne pour l'abrogation de la réforme Haby, et qui centraliserait toutes les expériences locales à un niveau national, à la faculté de Vincennes.

Vendredi 23 à partir de 9 H 30. Le matin, des forums sont prévus dont le plus important sera sur le thème : quelles perspectives pour le mouvement lycéen ? L'après-midi la coordination nationale débattrait des échéances de lutte, de l'autonomie du mouvement et de la liaison avec les travailleurs.

Le collectif dénonce la répression policière lors de la dernière manifestation étudiants-lycéens de jeudi dernier.

● DROGUE : DEUX VICTIMES : A Sainte Geneviève des Bois, une jeune fille de dix-sept ans est morte le 17 avril suite à l'injection d'une «over-dose» d'héroïne. A Saint Jean Cap Ferrat, un étudiant de 28 ans est mort de la même façon le 16 du mois.

VAL D'OISE : LYCÉES, CET EN GRÈVE !

Au cours de l'AG du lundi 12, les élèves du lycée et du CET de Pontoise ont décidé d'organiser la lutte contre les réformes Haby, Saunier Sèit, et la loi Royer sur le pré-apprentissage.

Jeudi, dans le cadre de la journée nationale d'action, suite à l'AG du matin, un cortège composé d'élèves des lycées de Pontoise et Luzarches, des CET de Pontoise et Epluches et d'un CES de Pontoise s'est rendu à l'Inspection Académique. Là, une délégation a exigé de l'inspecteur la réouverture du lycée de Gonesse (fermé par le rectorat) sans condition, et la levée des sanctions prises à l'encontre des grévistes.

La poursuite de l'action en jonction avec les étudiants et les enseignants est prévue.

Correspondant

● LACUNES DANS L'LOTAGE DES BEAUX QUARTIERS : Les cambrioleurs de la duchesse de Sabran n'auraient pas manqué d'humour, c'est en téléphonant et en offrant des fleurs au nom de Ponia qu'ils cambriolèrent cette noble dame, parente de ce dernier.

ROLAND AGRET SOUSPERFUSION : La grâce, une bonne occasion pour Giscard

Roland Agret a été mis sous perfusion ; il avait décidé de ne plus absorber de liquide à partir de mardi, ce qui aurait mis un terme rapide à son agonie. Plus d'un mois de grève de la faim pour Agret. Il n'a plus la force de se lever, dans l'état de détresse physique où il se trouve. Dans une lettre qu'ils ont adressée au Président de la République, les avocats d'Agret, Mes Disler, De Felice, Etelin, Leclerc, demandent la grâce présidentielle pour leur client. Agret n'aurait pas été d'accord avec cette démarche, que seuls en définitive, ses avocats ont été obligés d'assumer.

En effet, la demande en grâce établit le principe, dès le départ, de la culpabilité d'Agret. Il s'agit de surcroît d'une procédure exceptionnelle, qui remet l'avenir d'Agret entre les mains de Giscard. Depuis le début, Agret clame son innocence. Ce qu'il réclame, c'est la révision de son procès et

l'établissement de son innocence.

Si l'état de santé d'Agret peut justifier une telle démarche de ses avocats auprès du Président, il est évident que pour Giscard une remarquable occasion de s'en sortir se présente. Pas de révision du procès, donc pas d'étalage sur la place publique des divers liens qui unissent les partis de la «majorité» au Service d'Action Civique. Après les résultats inquiétants des élections cantonales, un scandale de ce type ne serait pas le bienvenu !

Aussi peut-on s'attendre à ce que la décision présidentielle intervienne dans les jours qui viennent, car cela devient la seule solution possible pour le pouvoir face à la campagne de protestations qui se développe. Est-ce que cela suffira, pour autant, à empêcher que les dessous de l'affaire Agret arrivent jamais au grand jour ? Giscard aurait tort d'y compter.

COMMUNIQUÉ

Au 7ème Régiment de Chasseurs, un appelé du contingent 75/12, J.L. Baune, 21 ans, est mort écrasé sous la tourelle de son auto-mitrailleuse qui s'est retournée à vitesse réduite. Fatalité ! Destin ! Telle est la version officielle.

Pourtant, on peut se poser quelques questions : - Pourquoi notre camarade Baune était-il chef de voiture, poste réglementairement confié à un sous-officier expérimenté (qui possède au moins le permis) ? Pourquoi n'y avait-il aucun gradé ? - Pourquoi un pneu, sinon deux, était-il lisse U.A.M.L. à dérapé avant de se retourner ? - Ce n'est pas le premier accident au 7ème R.C. Une fois de plus, on fait prendre à des appelés des risques qui provoquent des tragédies.

Des appelés du 7ème R.C.

LUTTES OUVRIERES

suite de la une LIÉVIN

UN MORT GRÈVE AU PUIIS

Une délégation de 20 mineurs marocains et des militants CFDT distribuait le tract appelant à la grève... pour la vérité, pour la sécurité... Dans les lavabos, un travailleur immigré prenait la parole en français et en arabe et appelait à la grève... A l'entrée de la fosse, les mineurs débarquant du car se rassemblent et discutent de la grève.

Souvent déçus des grèves habituelles de 24 h, des confédérations qui n'aboutissent à rien, mais «aujourd'hui, faire grève, c'est différent, c'est dire non aux travailleurs», sécurité, c'est accepter une autre direction sur la lutte que celle traditionnelle de la CGT et du PCF. Les mineurs discutent entre eux. Les points de vue s'échangent : fait-on grève comme y appelle la CFDT ou est-ce «jour de deuil» comme le disent les délégués CGT vit accourus...?

Toute une fraction des mineurs est mobilisée. «Oui, il faut faire grève, c'est la riposte qu'il faut». Puis le point de vue juste l'emporte. «Oui ils ont raison, je fais grève» et ceux de Lens, de Liévin commencent à s'en aller... La situation s'éclaircit quand un gars d'Auchet s'exclama «Oui, c'est des hommes comme nous, il faut faire grève, allez les gars, on rentre à la maison». Les mineurs rentrent dans les bus, c'est la grève...

Ce n'est peut être pas encore la grève sur le tas mais une rupture a été faite : un an et demi après Liévin, ce sont les mineurs qui ont décidé ! qui ont choisi une autre voie que celle de la soumission, de la fatalité, du deuil distillé par les partis de gauche dans les mines. C'est la voie de la lutte français-immigrés tous unis, celle de la vengeance qui l'a emporté.

Corr. Liévin

SONACOTRA

«Ils sont arrivés vers 5 h 30 le matin. Ils étaient une vingtaine en civil avec un serrurier et un type qui tenait un marteau et un burin. Ils ont commencé à fracturer les portes des chambres. Ils savaient où ils allaient, ils avaient des listes de noms, c'est sûr». C'est un travailleur immigré résident du foyer de Bagnolet qui parle. Un autre poursuit : «Dès qu'une porte était fracturée, ils entraient, pistolet au poing, obligeant les gars à se mettre à genoux, les mains sur la nuque. Plusieurs sont restés comme ça pendant près de deux heures. Un délégué a réussi à s'échapper par la fenêtre. Finalement, ils en ont emmené un et sont allés en arrêter deux autres à leur travail».

Les bandes fascistes de Ponia ont employé les grands moyens, laissant libre cours à leur haine raciste, comme au temps de la guerre d'Algérie. Le but de l'opération est clair : décapiter l'organisation que se sont données les travailleurs immigrés pour mener leur lutte contre la Sonacotra. En expulsant les délégués les plus actifs du Comité de Coordination, le pouvoir espère intimider les résidents et ainsi les obliger à reprendre le paiement des loyers. Giscard-Ponia font fausse route !

LA RIPOSTE S'ORGANISE

Dès l'annonce des arrestations, de nombreux travailleurs ne sont pas partis au boulot. D'autres qui y étaient ont pris un bon de sortie pour revenir, se réunir et prendre les premières mesures de riposte. «Ils ont arrêté nos délégués, nous en avons désigné immédiatement d'autres, et ceux-là, ils ne les connaissent pas. Pour nos camarades qui sont expulsés, nous avons commencé à organiser la solidarité : on va trouver les moyens de les aider finan-

cièrement et un groupe d'avocats est déjà en contact avec nous pour leur défense, parce qu'il faut savoir que pour beaucoup d'entre eux, en arrivant au pays, c'est la prison et l'interdiction de passeport pendant trois ans. C'est le cas des Tunisiens et des Marocains par exemple».

Le coup de force de Ponia rate son but : il voulait briser la grève, il la renforce. «Le résultat, dit un résident, c'est que des gars qui étaient plutôt modérés, sont maintenant radicalisés, déterminés à poursuivre jusqu'au bout, ils sont révoltés par la répression. La lutte continue bien sûr, il n'est pas question de céder un pouce de terrain. Seulement, maintenant il faut nous adapter à la situation, prendre des moyens nouveaux».

Cette agression contre la classe ouvrière, montre que ce n'est pas seulement la Sonacotra qu'ils doivent combattre, mais la bourgeoisie avec son appareil répressif. Comme le dit un résident : «C'est le gouvernement qu'on a en face de nous !»

LE SYNDICAT CFDT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

«A la suite de l'expulsion de France de deux délégués du comité de coordination des Foyers SONACOTRA en grève de loyers, et de l'opération de police menée à l'aube du 16 avril 1976, pour démanteler cette organisation représentative de 12.000 travailleurs en arrêtant une dizaine de ses militants en vue de leur probable expulsion :

- dénoncent l'absence de garanties dans laquelle s'accomplissent de façon permanente ces opérations dont le premier effet est une disparition «égale», dans le secret de ceux qui en sont l'objet ;
- constatent que ces pratiques démontrent que les procédures existantes sont des simulacres et laissent un pouvoir absolu au ministre de l'Intérieur ;
- dénoncent la carence du droit privant toute une catégorie de travailleurs des garanties juridiques élémentaires (droit d'association, protection des délégués) ;
- s'indignent de la façon dont il est ainsi porté atteinte aux libertés des travailleurs en lutte, pour faire aboutir leurs revendications ;
- affirment l'égalité des droits de tous les travailleurs».

DANS LES FOYERS, RIPOSTER AUX EXPULSIONS...



sitôt les expulsions connues, un soutien large...

DES BASES CLAIRES POUR LE SOUTIEN

La riposte, pour qu'elle soit efficace doit rassembler largement tous ceux qui veulent soutenir les travailleurs, résidents de la Sonacotra. C'est le point de vue de la quasi-totalité des grévistes. «Mais, attention, pas question pour quiconque de se servir de nous, de récupérer notre lutte». Le résident qui vient de parler fait référence à ce qu'il vient de lire dans «L'Hu-

manité» et au rassemblement manifestement récupérateur, organisé par le PCF hier soir à la mairie de St Denis. «Tu vois, dit-il, on ne les a pas vus depuis longtemps et là, ils veulent nous imposer leur point de vue».

Le Comité de Coordination et l'ensemble des travailleurs immigrés qu'il représente sont fermes sur la question du soutien : il faut qu'il soit le plus large possible et en premier lieu recherché auprès des travailleurs français. La seule condition est de soutenir la plateforme revendicative élaborée démocratiquement par l'ensemble des résidents en grève. Pas question non plus de négocier foyer par foyer comme le propose le PCF.

«C'est le Comité de Coordination qui nous représente, on ne transigera pas là-dessus ! S'ils veulent négocier, ils n'ont qu'à faire revenir nos représentants qu'ils viennent d'expulser».

Gérard PRIVAT

ÉCHEC DE LA MANIFESTATION DU PCF

La section du PCF de St Denis appelait hier soir à une manifestation pour «protester» contre les expulsions et arrestations de travailleurs immigrés en lutte des foyers SONACOTRA devant la mairie de St Denis. Malgré une abondante propagande, ce fut pour eux un piètre échec. A peine 500 personnes étaient présentes, c'étaient surtout des délégués du PCF de la région (Aubervilliers, Bobigny, St Ouen, Pierrefite, et même Gennevilliers et Nanterre !). Pourtant, les élus PCF du coin s'étaient déplacés pour l'occasion. Mais les grands absents du rassemblement, c'étaient les travailleurs immigrés, et surtout ceux du foyer Romain Rolland tout proche.

En effet, il faut voir comment les «communistes» du PCF les soutiennent, eux qui traitent les dirigeants du comité de coordination de «gauchistes». D'ailleurs, parmi les pancartes amenées, appelant à «défendre les libertés», certaines disaient : «Le gauchisme conduit à la répression». Ce qui revient à dire que, finalement, s'il y a répression, c'est parce que les travailleurs immigrés sont en lutte.

Dans le même temps, les racoleurs du PCF distribuèrent un bulletin d'adhésion, spécialement tiré en arabe, et n'hésitaient pas à aborder les travailleurs immigrés pour qu'ils le signent. Ceux-ci n'ont guère apprécié : sortant des cafés, ils regardaient la manifestation passer et ils protestaient. L'un d'eux dit : «Je ne comprends pas : dimanche matin, nous avons manifesté avec le comité de coordination, et le PCF n'était pas là. C'est deux jours après qu'il se décide. On se demande ce qu'ils veulent. On dirait que cette manifestation n'a rien à voir avec notre lutte».

Encore des attaques contre les droits des travailleurs

A Deols, 32 responsables syndicaux de la SNIA devront comparaître devant le juge des référés pour avoir bloqué l'accès de l'entreprise à M^r Godechot, chargé de mission. Celui-ci venait en fait présenter son plan de liquidation au comité d'entreprise. Une réunion extraordinaire du comité d'établissement est convoquée aujourd'hui : il est prévu notamment à l'ordre du jour un projet de licenciement collectif touchant 280 personnes.

Bourgeois : contre la répression

Contre la répression à l'usine Bourgeois, contre la justice de classe qui protège un «hâcheur de viande» (coupable de centaines d'accidents) du travail et inculpe 4 ouvriers pour fait de grève.

Tous devant le Palais de justice de Besançon aujourd'hui à 14h30 pour protester et exprimer notre solidarité contre la répression.

Les travailleurs du Parisien Libéré à St Etienne chez le ministre du chômage



Plus de 500 travailleurs du «Parisien Libéré» sont allés rendre visite hier à Durafour en sa mairie de St-Etienne. Déploiement de banderoles, meeting improvisé sur les marches de l'Hôtel de Ville, jusqu'à 11h. 30, les ouvriers du «Parisien» ont rappelé leurs revendications et réaffirmé leur volonté de sauvegarder tous les emplois.

MANIFESTATION

Mercredi 21 avril à 18 h 30 devant le foyer SONACOTRA de Bagnolet 41 rue Robespierre à Centre Sud
- Contre les expulsions et la répression contre tous les travailleurs.
- Pour le retour de tous les délégués et résidents expulsés de France.
- Pour la satisfaction de l'ensemble des revendications des résidents.

MOBILISATION

TOUS A LA MANIFESTATION Samedi 24 avril à 14 h. à Barbès
Unité des travailleurs Français et Immigrés
Contre la répression de nos luttes
Comité de Coordination des Foyers SONACOTRA en lutte
56 rue de la Fontaine au Roy

LES "TRAMINOTS" AU QUOTIDIEN

«Un des problèmes aux Transports de la Communauté Lyonnaise, c'est les horaires, surtout quand on suit les heures de pointe.

LA RETRAITE ? ON EN PROFITE PAS LONGTEMPS...

Avec les horaires qui changent, on mange à n'importe quelle heure et on digère... dans les voitures : on a tous des ulcères, quand c'est pas quelque chose à la colonne vertébrale. On est toujours tendu nerveusement du fait de la circulation. Dernièrement, il y a des gars qui sont morts à quarante ans d'un arrêt du cœur ! La retraite ? On en profite pas longtemps ! Surtout depuis 1958 où elle est à soixante ans au lieu de cinquante-cinq ans comme avant, avec la Caisse de Retraite des TCL.

Des jours de congés ? On en a un tous les huit jours, et par roulement : on peut passer deux mois sans un dimanche ! Les vacances tombent n'importe quand ; la plupart du temps, on ne peut pas partir car les enfants sont encore à l'école.

«Quand le «Progrès» de Lyon laisse dire à Bataille (le directeur) que seulement quatre des employés des TCL touchent moins de deux mille francs, c'est dégoûtant ! Tiens, rien que dans notre dépôt, il y a déjà quatre grévistes qui ne les touchent pas (à la traction, il y en a à 1 750 F)».

«Je connais même un conducteur de la ligne sept qui a dix-neuf ans de boîte qui a touché 2 100 F en février, par exemple».

«Et les mécaniciens, au dépôt, c'est presque comme à l'armée : on ne leur demande pas leur avis pour les horaires, de jour comme de nuit. Les chefs leur parlent comme des adjudants !».

UNE LUTTE POUR L'UNITÉ POPULAIRE

«Une idée commence à venir chez nous : après la grève, il faudrait faire la grève du zèle, ne pas faire payer les bus, prendre notre temps en conduisant !»

La journée d'un chauffeur commence à quatre heures, avec le premier car de ramassage. Du dépôt, on démarre en fait à quatre heures cinquante quatre pour rentrer à huit heures. On s'arrête trois heures, pour redémarrer à onze heures trente (jusqu'à treize heures trente)... Encore un temps mort et on repart de dix-sept à dix-neuf heures trente ! Quand on en est là, ça fait plus de quatorze heures d'affilé qu'on est parti de la maison».

C'EST LES BÉNÉFICES AVANT TOUT

«Les TCL mettent beaucoup de bus aux heures de pointe et les retirent tout de suite après, parce que sinon, pour eux, «ce n'est pas rentable». Pour ça, comme ils manquent de personnel, il faut faire des heures supplémentaires. Et, des fois, la Compagnie ne trouve personne pour le faire. Alors, les gens se bourrent dans un seul bus, on fait deux fois plus de travail et on se fait «engueuler» !

«Pour les auxiliaires, qui sont assez nombreux (environ 30 %), c'est pire ! Ils ne sont pas sur une ligne de bus fixe ; ils bouchent les trous et apprennent la veille pour le lendemain (par un tableau) quelle ligne et quel horaire ils auront à assurer. On ne peut rien prévoir !

CONTRE LE RENDEMENT DANS LES ASSURANCES

Les dactylos des Assurances «La paix de l'Abbeille» ont cessé tout travail au rendement depuis le 13 avril. Elles exigent l'abolition de la prime de rendement (de 50F à 450F selon les filles) et réclament une augmentation minimum de 350F de leur salaire mensuel en compensation. Elles ont exprimé leurs revendications au patron qui rendra sa réponse jeudi 22 à 10 h. Pour montrer leur détermination, elles ont décidé à 90% de ne pas dépasser 30 unités par jour (jusqu'alors la moyenne était de 50 unités).

Suppression des primes de rendement !
Salaires minimum 2000F par mois !
Augmentations uniformes !

● A FAVERGES, L'USINE DUPONT-GILLETTE, occupée depuis le 11 mars par les travailleurs, a été évacuée par les forces de répression le 20 avril à cinq heures du matin. A l'intérieur de l'usine se trouvaient les délégués, les membres et sympathisants de la CFDT, la CGT ayant décidé d'évacuer l'usine après avoir accepté l'aménagement de la grille nationale de classification de la sidérurgie proposée par la direction !

● CIL (Toulouse) : Le «plan calcul» lancé à grands frais, remis en cause par Giscard sous forme de cadeau royal à Honeywell-Bull, annoncé par d'Ornano comme «seule solution pour sauver l'informatique française», devait officiellement éviter tout licenciement. En réalité, 250 postes disparaissent à la CIL Toulouse, les intérimaires sont remerciés tandis que les fameux contrats à durée limitée sont mis en place. Le délégué dénonce par ailleurs les méthodes «à la suédoise» utilisées par la direction : les ouvriers se sentent étouffés et déclarent «se battre contre des édretons» dans cette usine propre et nette.

INSEE (Nantes)

Pendant un mois, et même plus, pour certains, les centres informatiques de l'INSEE se sont mis en grève totale sur les revendications suivantes :

- titularisation des auxiliaires et vacataires
- catégorie unique d'exécution (salaire minimum à 1 850 F/mois).

La grève, partie d'Aix en Provence, s'est étendue à tous les centres informatiques de l'INSEE : Paris, Orléans, Lille et Nantes. Ce bilan que tirent les camarades de Nantes met en évidence plusieurs questions : Pourquoi, à partir d'une grève de secteur, n'a-t-on pu élargir le mouvement à l'ensemble du Centre ? Pourquoi, alors que cet objectif était clairement perçu par les grévistes et les syndicats nationaux ? Quelles difficultés ont été rencontrées dans la mobilisation ?

Bien que n'ayant touché qu'une trentaine de travailleurs dans chaque centre, cette grève a montré, par le choix des revendications et les formes de lutte mises en œuvre, comment une frange de travailleurs de la fonction publique aspirent à rejoindre le combat d'ensemble de la classe ouvrière.

Les formes de la grève à Nantes ont été une réelle avancée de la conscience des «fonctionnaires» :

- Assemblée Générale tous les jours qui votait la continuation du mouvement et traitait des décisions importantes.
- Mise en place d'une commission financière.
- Prise en main par beaucoup de grévistes non-syndiqués des collectes sur les administrations (URSSAF, SS, Caserne Cambronne, MAN...) collectes très bien accueillies.

LUTTES OUVRIERES

THOMSON CSF LEVALLOIS : DES GRÈVES SECTORIELLES A UNE LUTTE D'ENSEMBLE

Depuis le 26 mars, le secteur usinage de l'entreprise Thomson CSF (2 000 ouvriers) débraye une demi-heure par jour sur les revendications de ce secteur. Les 50 ouvriers qui débrayent sur les 80 du secteur usinage, occupent leur demi-heure à circuler dans les autres secteurs en scandant leurs mots d'ordre. Voyant le résultat de la négociation du 31/3 (bien que minime : 2,5 % + 15 F) un autre secteur, le montage cablage (200 personnes) se met à réaliser des débrayages d'une demi-heure aussi.

usine du trust Thomson, qui sont venus à l'usine CSF de Levallois...

Les faux communistes du P«C»F qui dirigent la CGT ont prétexté le fait que les travailleurs avaient des revendications sectorielles pour les pousser à lutter par secteurs et les cantonner à cela. Mais qu'en pensaient les travailleurs ? Au début de la lutte, au cours des discussions du «casse-croûte» ils exprimaient l'idée qu'«à revendications locales, il fallait action locale et qu'à revendications géné-

celui de la CFDT qui se réunit aujourd'hui».

Pour les travailleurs s'est fait jour la nécessité d'une plate-forme revendicative commune :

- 300 F pour tous
 - Retour aux 40 H sans diminution de salaire
 - 5ème semaine de congés payés
- pour pouvoir unir tous les secteurs de la boîte dans un premier temps (ce qui ne remet nullement en cause les revendications de chaque secteur, mais qui les rassemble)...



Depuis le 6 avril, c'est au tour de trois autres secteurs : la tôlerie, la peinture et la finition, d'entreprendre des débrayages. Les travailleurs de ces trois secteurs ont éprouvé le besoin de débrayer ensemble, et c'est ainsi qu'ils ont expulsé dans la rue un chef de la fabrication (qu'ils avaient rencontré en entrant dans leurs ateliers).

Le 9 avril, ce sont des grévistes de Vélizy, autre

rales, il fallait mouvement d'ensemble». Ils ont bien vu que lutter pour des revendications spécifiques posait des problèmes pour l'unification de la lutte sur la boîte. Ils en sont à rejeter les positions de la CGT et prônent maintenant le «tous dans l'action, nous pourrions vaincre». Ce qui signifie d'abord «tous les secteurs de Levallois» mais aussi une interpellation vis-à-vis des Intertrusts des syndicats (par exemple, pour

Un grand pas a été fait ainsi dans l'unité des travailleurs dans la boîte ; aujourd'hui les travailleurs se posent la question de mettre l'ensemble du trust Thomson-CSF dans la bagarre. Ils s'interrogent aussi sur la lutte du secteur «composants» (Bourgogne-Electronique) et ses résultats. On va vers un nouvel assaut contre la «dictature Thomson» !

Correspondant Thomson-CSF Levallois

APRÈS 4 SEMAINES DE GRÈVE : UN PREMIER BILAN

- Mais, la principale fut la décision d'occupation de la Salle Ordinateur lorsque la Direction avait remis en route les machines avec 3 non-grévistes.

Après deux négociations avec la Direction Générale qui avait cédé, mais trop peu aux yeux des grévistes, la Direction Générale a rompu les négociations allant jusqu'à interdire aux Directeurs régionaux tout contact avec les grévistes. De plus, aussitôt après l'occupation de la Salle Ordinateur, une vingtaine de personnes ont été averties par lettre du Chef du Personnel de l'INSEE qu'une procédure disciplinaire était engagée à leur sujet. Et puis, quatre semaines de grève, cela fait un trou dans le budget... Un autre élément a eu son importance dans la reprise, c'est l'attitude de la section CGT de Nantes.

Dès le début de la grève, la CGT Nantes montrait clairement sa méfiance en ne prenant en main aucune tâche et en laissant tout reposer sur la CFDT. Ce n'est que lorsque la grève fut votée et que la volonté d'aboutir était claire, que la CGT participa effectivement à la grève. 15 jours avant la fin du conflit, le maître-mot de certains responsables CGT de Nantes n'était pas «Mobilisation», mais, «songeons à l'atterrissage». Ce n'est que lorsque la reprise était assurée qu'ils appelèrent à poursuivre le mouvement...

LA PERSPECTIVE D'UN LARGE MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Il apparaît clairement que ce n'est qu'une très forte mobilisation qui fera céder la Fonction Publique sur les questions de titularisation. En effet, alors que la grève à l'INSEE bloquait tous les

travaux statistiques économiques (indice des prix, indice de production industrielle, Comptes de la Nation), la direction plutôt que de céder a préféré faire reporter la réunion interministérielle sur les Comptes de la Nation du mois de mai, au mois de septembre !

Dans ce but, c'est l'ensemble du personnel qu'il aurait fallu mobiliser, ce qui était d'ailleurs un objectif des syndicats nationaux (CFDT, CGT). Cette grève exemplaire pour toute la Fonction Publique prépare à coup sûr de plus grandes luttes encore qui devraient s'inscrire dans un cadre beaucoup plus large, dans la perspective d'un large mouvement d'ensemble. C'est conscients des tâches posées par une longue grève que les travailleurs ont repris le travail, et non démobilisés.

Des grévistes de l'INSEE Nantes

POLITIQUE

La taxation des plus-values

LA RÉFORME DOUCE

Avec la réforme de l'entreprise, la taxation des plus-values était pour l'année 76, l'un des gages du réformisme giscardien, l'un des thèmes les plus rabachés de la « société libérale avancée ». Mais alors qu'il y a deux ans, il s'agissait verbalement de s'attaquer aux spéculateurs et aux réalisateurs de plus-value dans leur ensemble, les pressions des milieux financiers, et un savant bricolage technique en ont presque fait dans ces mêmes milieux un sujet de plaisanterie.

Malgré les multiples dérogations qui ont fait que les experts ne comptent plus que sur une rentrée d'un milliard de francs due à cet impôt (cela représente 0,3 % du « revenu national »), certains y voient encore un motif de crainte

pour leurs biens : « c'est le jardin de chaque français qui est menacé », disait-on en substance sur les antennes des radios et à la télévision ! La vieille rengaine sur l'attachement à la propriété privée, la liberté d'acheter et de vendre, qui réuniraient dans une même unanimité patrons et ouvriers, trouve là un terrain favorable...

Mais soyons sérieux : en quoi les travailleurs sont-ils concernés par la réalisation de plus-value ? La voiture que l'on vend, ou les meubles hérités des parents, ce sont en général des moins-values ! Non, la seule plus-value que connaissent les travailleurs, c'est celle que le capital fait sur leur travail. Celle là, pas question d'y toucher, Chirac le disait déjà il y a plusieurs mois !

LES GRANDS TRAITS DE LA LOI

Il s'agit de compter dans les revenus imposables toutes les rentrées d'argent faites à l'occasion de vente de valeurs mobilières ou immobilières (c'est ce qu'on appelle plus-value). Toutes, sauf :

- Les ventes de maison de famille
- Les ventes de résidences principales (les locataires des villes possédant une résidence secondaire vont s'empressez de la prendre pour résidence principale...)
- L'outil de travail (fonds de commerce...)
- Les obligations (emprunts d'Etat...) ce qui fait que certains porte-feuilles d'action vont se transformer en porte-feuilles d'obligations !
- Les objets d'art de moins de 10 000 F, et les pièces en or (napoléon...)

Seront taxées intégralement les plus-values réalisées en moins de deux ans, en tenant compte de l'inflation si elle a moins de dix ans, et avec un abattement de 33 % par an au-delà (ce qui fait qu'au-delà de quarante ans, il n'y aura plus de taxation).

DANS LA PRESSE

Les lecteurs du Point étaient-ils inquiets pour leurs résidences secondaires ? Toujours est-il que ce journal, dont la publicité est consacrée « aux nouveaux placements » à faire quand on ne sait pas quoi faire de son argent, ne voit dans la loi sur les plus-values qu'un « tigre de papier », tout en estimant « qu'en deux ans d'erreur de tactique, de fautes psychologiques et de reculades, Giscard aura réussi à affoler bien inutilement bien des Français ». Rassurez-vous donc, lecteurs du Point !

Dans une tribune libre du « Monde », un professeur au Centre d'Etudes Supérieures de la Banque découvre « qu'un impôt ainsi conçu épargne les contribuables les plus favorisés » et conclut que ce n'est « qu'un simple casse-tête »...

A en croire « les Echos » (dont les lecteurs font partie de ces gens qui savent très bien ce qu'est une plus-value), il n'y a pas de quoi fouetter un chat : « Le moins que l'on puisse dire c'est que ce chef-d'œuvre de technocratie pour un rapport minime - de l'ordre d'un milliard supplémentaire - n'a pas contribué à tonifier le marché financier ».

L'Aurore, bien que qualifiant la réforme « d'édulcorée » titre quand même « ce qui fait peur » avant d'expliquer « que chaque contribuable souhaite pouvoir réaliser un jour un gain sur la revente de la résidence secondaire qu'il souhaite pouvoir acheter (!) ».

On est bien loin, de toutes façons, des hauts cris (souvent parfaitement hypocrites) que poussaient ces mêmes gens, il y a deux ans !

PROJET DE RÉVISION CONSTITUTIONNELLE

Les modalités de l'élection présidentielle étaient hier le sujet des préoccupations des députés à l'Assemblée Nationale. Deux points ont retenu leur attention : la procédure en cas de décès d'un des candidats et en particulier au cas où l'un des deux candidats restant meurt entre le premier et le second tour. Dans ce cas, il faudrait recommencer l'ensemble de la campagne présidentielle.

Sur le second point à l'ordre du jour, il s'agissait de trouver un moyen « démocratique » pour empêcher à d'éventuels candidats, non membres des formations politiques bourgeoises de se présenter. Officiellement, les intentions gouvernementales se présentent comme des moyens d'empêcher les can-

didats publicitaires ou fantaisistes de se présenter. Mais en réalité, ce sont les révolutionnaires qui sont visés, le pouvoir veut leur interdire d'utiliser la campagne présidentielle et ses moyens (télévision, radio...) comme tribune, pour dénoncer l'électoratisme bourgeois. Jusqu'alors, il fallait pour présenter sa candidature fournir une caution de 10 000 francs et présenter cent signatures de « citoyens membres du Parlement, membres du Conseil Economique et Social, conseillers généraux ou maires élus ».

Aux dernières présidentielles, le conseil constitutionnel avait invalidé deux candidats qui pourtant avaient rassemblé toutes ces conditions : notre camarade Roustan,

candidat de notre parti, et Laffont qui voulait se faire le porte-parole à cette occasion des questions régionales, deux candidatures particulièrement gênantes politiquement.

Aujourd'hui, en prévision des prochaines élections, le gouvernement prend les devants, en demandant notamment que le nombre de signatures présentées soit au minimum de 500, d'autres propositions visent également à ce que parmi les signatures il y ait au minimum un certain nombre de députés ; le but visé est l'établissement d'un barrage efficace par le Parlement ; quel député de l'actuel parlement accepterait de signer pour un candidat révolutionnaire.

LA COMMUNE ET LES NOUVEAUX VERSAILLAIS

Dans « l'Humanité » d'hier, l'historien du P.C.F., Jean Bruhat consacre un long article à la Commune de Paris.

C'est à la suite de la Commune de Paris, que Marx, tirant les leçons de ses réalisations et de son écrasement, établit la nécessité de la dictature du prolétariat et de la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Pour Marx, la Commune c'était la première dictature du prolétariat. C'est cet enseignement que veulent aujourd'hui effacer les révisionnistes et c'est à cela que Bruhat s'est employé. Selon lui, la Commune, ça n'était pas la dictature du prolé-

riat, ce terme n'a pas été employé par Marx « sur le moment même » « c'est Engels qui polémiquant... usera plus tard à propos de la Commune de l'expression de dictature du prolétariat », en clair dictature du prolétariat pour Bruhat ce n'est qu'une « formule » sans importance. La preuve que la Commune n'était pas une dictature, c'est que les élections se déroulaient au suffrage universel. Et Bruhat prend à l'appui de sa thèse une citation de Marx : « Rien ne pouvait être plus étranger à l'esprit de la Commune que de remplacer le suffrage universel par une investiture hiérarchique ».

Ainsi, Bruhat oppose dictature du prolétariat et suffrage universel, comme s'ils étaient nécessairement antagoniques.

Or le véritable problème n'est pas là, les élections ne sont qu'un mode de désignation qui peut être utilisé aussi bien sous le pouvoir de la bourgeoisie que sous celui du prolétariat. Ce qui compte, c'est quelle classe a le pouvoir, et contrôle les élections et les élus. Sous la Commune, les ouvriers avaient les armes, et ils avaient détruit les institutions bourgeoises, c'est cela qui était déterminant, mais Bruhat n'en souffle pas mot.

ÉLECTIONS ANTICIPÉES : un choix mal coordonné

Le scénario du cirque politique bourgeois était particulièrement chargé hier : le matin, le journal Sud Ouest publie un sondage indiquant qu'en cas de législatives, la gauche aurait la majorité (le même sondage crédite Giscard de 51 % des intentions de vote, contre 49 % à Mitterrand...). L'Aurore, de son côté, fait état d'un rapport présenté à Chirac, et conseillant des législatives anticipées. Puis c'est le déjeuner que Giscard offrait, en compagnie de Chirac, au groupe parlementaire réformateur. Et enfin le coup de poing sur la table de Giscard : les législatives auront lieu à la date prévue... Agitation de politiciens en mal de publicité ? Certes. Mais aussi le signe des contradictions qui traversent la majorité et de la faiblesse du pouvoir giscardien.

Avancer les législatives ou les maintenir en 78 ? Le rapport présenté (selon l'Aurore) par Juillet (l'homme qui avait si bien conseillé Chirac, lors des présidentielles) et M.F. Garaud y voit le seul moyen d'éviter une prochaine victoire électorale de la gauche. Le temps joue en faveur du PS, les municipales risquent d'accroître la dynamique en faveur de la gauche... Plusieurs personnalités de l'UDR, telles Guichard, Sanguinetti, Tomasini, s'y étaient montrées favorables. Du côté des R.I., on s'y refuse. Et l'un des arguments,

en faveur de ce refus serait que si Giscard utilise cette procédure, il lui est interdit de la renouveler pendant un an. Un an où il pourrait se passer beaucoup de choses !

Toujours est-il que Chirac a dû publier un démenti démentant l'existence même du rapport Juillet, et que Giscard a lui-même fait une déclaration affirmant très fort que les législatives se dérouleraient en 78. Ceci jusqu'aux prochaines rumeurs, car il est bien clair qu'aucune des contradictions de la majorité ne s'est trouvée résolue.

o RÉFORMATEURS CHEZ GISCARD : CHIRAC ÉTAIT LA : Dernier des trois déjeuners offerts par Giscard aux groupes parlementaires de sa majorité, celui des réformateurs n'aura pas plus contribué que les autres à régler les problèmes de la majorité. Servan Schreiber annonçait à grand tapage qu'il ne voulait discuter qu'avec Giscard. Il s'est retrou-

vé en compagnie de Soustelle (ça jure avec l'image libérale...) et Chirac, qu'il venait de critiquer violemment sur son rôle de coordinateur ! Le repas était donc plutôt tendu et Giscard a dû, d'un côté réaffirmer la nécessité du coordinateur, et de l'autre celle des réformes (celle sur les plus-values en donne le goût).



- 88.000 LOGEMENTS VIDES A PARIS, 55.000 DEMANDEURS INSATISFAITS : Il y a 87.857 logements vacants à Paris ! Ce qui représente un peu plus de 7% du patrimoine immobilier de la capitale. Pendant le même temps, 55.000 familles attendent en vain d'être logées. Ce sont les 3^e et 4^e arrondissements qui détiennent le record de logements vides (plus de 10%). Quand on connaît l'acharnement des promoteurs à expulser les travailleurs du quartier du Marais, on est d'autant plus indigné de voir autant de logements rester inoccupés, avec pour seule fonction, de servir à la spéculation.

- RENCONTRE CGT-CFDT : SÉGUYN'ÉTAIT PAS LA La rencontre CGT-CFDT prévue pour préparer le 1^{er} mai, ne s'est pas passée comme prévue. C'est Krasuki qui a rencontré Edmond Maire, en l'absence de Georges Séguy qui a fait savoir qu'il était... en congé de Pâques. Sans souhaiter « de grands bouleversements », les 2 centrales parlent d'une « offensive de printemps » pour éviter que « les luttes retombent ». Il a été discuté de la manifestation du 1^{er} mai. D'autre part, 2 journées d'action sont prévues

- WEEK-END : 100 MORTS, 1700 BLESSÉS C'est le bilan de la route de Pâques. Devant ces chiffres, pourtant dramatiquement élevés, la délégation à la sécurité routière se satisfait de la « non augmentation » du nombre de morts ! De son côté, Lecanuet annonce qu'il est décidé à lutter contre « la criminalité routière », comme contre toute forme de criminalité.

- AIDE DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES : + 30% En 1974, les entreprises privées ont reçu plus de 6 milliards de F d'aide de l'Etat. Elles sont passées de 4,8 à 6,2 milliards de F. Près de 80% des fonds ont été accaparés par 5 branches : l'aéronautique, la construction navale, la sidérurgie, l'informatique et l'automobile. Quant à l'aide au développement régional, elle fait figure de parent pauvre.

CHINE: LE PROGRAMME DE TENG SIAO PING CRITIQUÉ

Dans son numéro d'avril, la revue Hongqui (drapeau rouge) publie un article de critique des positions prises par Teng Siao Ping, et de la ligne de droite qu'il représente. Le texte critiqué est celui d'un «programme général», qui prétendait fixer l'orientation de la Chine pour les vingt-cinq années à venir.

L'auteur, Tcheng Yué, met au centre de son article la question de la voie à suivre : celle de la lutte pour la dictature du prolétariat, ou de «l'économisme», et met en lumière la nature de classe de cette dernière théorie.

Dans son «programme général», Teng Siao Ping affirmait qu'avec les progrès de la production et de la technique, «les règlements deviennent plus stricts et ils exigent des hommes, un respect toujours plus strict». «Il en est de même, aussi bien pour la société capitaliste que pour la société socialiste et la société communiste».

Faire la révolution pour se voir ensuite imposer les mêmes règlements répressifs que dans la société capitaliste, quel est l'ouvrier de notre pays qui pourrait l'envisager ? La classe ouvrière chinoise, elle non plus, ne l'a pas entendu de cette oreille. C'est ce que les milices populaires des usines de Pékin ont clairement fait entendre sur la place de Tien An Men à ceux qui défendaient cette orientation.

POUR SUIVRE LA RÉVOLUTION REVENIR EN ARRIÈRE

En réalité, ce qui est en cause, comme le montre l'article du Hongqui, c'est la question suivante : «En Chine, la transformation socialiste, en ce qui concerne la propriété, est pratiquement achevée, mais pas encore totalement résolue. Il existe encore la lutte entre ceux

qui sont pour la transformation totale et ceux qui sont contre, entre ceux qui sont pour la restauration et ceux qui sont contre dans les domaines où la transformation socialiste a déjà été réalisée. En ce qui concerne les rapports entre les hommes et la forme de répartition, la révolution socia-



liste doit être poursuivie et approfondie».

Ce n'est pas le tout, en effet, que la classe ouvrière prenne la possession des principales usines. Les limites que la société d'exploitation a tracées à ses capacités techniques et de gestion ne peuvent être abolies d'emblée ; le travail intellectuel reste pour une période séparé du travail manuel, la gestion de la production. De même, la répartition des fruits du travail ne se fait pas dans des conditions assurant une égalité entre

les hommes : le système du salaire, «à chacun selon son travail», implique des inégalités.

Ces deux facteurs sont un danger permanent pour le socialisme lui-même, dont ils sont pourtant partie intégrante : comme on l'a vu en URSS, ils peuvent conduire à l'apparition, parmi les directeurs et les cadres, d'une nouvelle classe bourgeoise qui, s'appuyant sur son monopole de la gestion, développe de plus en plus à son profit les différences de salaire, et en vient, de la sorte, à exploiter purement et simplement le travail. Dans ce proces-

sus, la question des «rapports entre les hommes», de «règlements» capitalistes, ou de fonctionnement des entreprises sur la base d'un pouvoir réel des travailleurs, occupe une grande place.

QUELLE ÉDIFICATION ÉCONOMIQUE ?

En Chine, cette question prend un relief particulier, du fait de l'importance de l'édification économique à réaliser. Sur la base de cette réelle question, en effet, Teng Siao Ping venait par exemple à indi-

quer que l'objectif principal de la Chine pour les vingt-cinq ans à venir devait être sa «modernisation». En mettant cet objectif en avant, il masquait la réalité essentielle : sur quelles bases, au service de quelle classe, va-t-elle s'effectuer ? Sur ce point, le Drapeau Rouge précise : «Les marxistes-léninistes ont toujours prêté une grande importance au développement des forces productives. Mais ils sont également d'avis que le développement des forces productives est inséparable de la réforme des rapports de production et de la super-

structure, et que la production ne sera développée que sous l'impulsion de la révolution... «Si le révisionnisme montait au pouvoir et si la restauration du capitalisme réussissait, l'économie et la production développées et les «quatre modernisations» réalisées deviendraient des forces matérielles pour opprimer et asservir le prolétariat et les autres travailleurs».

Dans la lutte pour barrer le chemin à ces tentatives, la révolution culturelle prolétarienne a été un pas

en avant considérable, une base pour poursuivre le combat, un exemple pour régler les futures contradictions. Aussi, le «programme général» affirmait que «au cours de tous les mouvements» (et en particulier de la révolution culturelle), «de bons cadres du parti et des éléments avancés et modèles» avaient été «écartés du pouvoir». A quoi l'article du Hongqui réplique : «Il ne s'agit absolument pas de «léser» les vieux cadres ayant de l'expérience et les vieux

ouvriers, mais de léser les chefs de file de la ligne révisionniste et leurs lignes erronées».

Remettre en question les acquis de la révolution culturelle, mettre en avant le développement économique pour masquer la lutte des classes, promouvoir le rétablissement, comme un premier pas, des «règlements» capitalistes, tels étaient donc des traits de la ligne de Teng Siao Ping, que le peuple chinois a renversé. Jean LERMET

Rhodésie : actions de guerrilla

Le développement de la lutte armée des patriotes du Zimbabwe a contraint le gouvernement raciste de Rhodésie à fermer la principale route conduisant en Afrique du Sud. Trois sud-africains ont été tués dimanche soir sur cette route au cours d'un accrochage. De plus, la seule voie ferrée reliant la Rhodésie à l'Afrique du Sud a été coupée par l'explosion d'une bombe. D'autre part, Kaunda, président de la Zambie, devait rencontrer mardi Samoka Machel, dirigeant du Mozambique pour discuter des moyens d'une aide commune aux patriotes du Zimbabwe.

GRÈCE-TURQUIE : RAPPROCHEMENT

Le ministre des affaires étrangères de Turquie vient de proposer une rencontre avec son homologue grec, pour discuter d'un pacte de non agression et d'une rencontre au sommet.

Ces propositions viennent après l'accord qui serait intervenu entre la Turquie et les USA d'une part et la Grèce et les USA d'autre part, aux sujets du maintien des bases US dans ces deux pays, pions stratégiquement très importants dans le dispositif militaire de l'OTAN du bassin méditerranéen. On assiste à une reprise en main politique et économique de ces deux pays par l'impérialisme US. L'URSS avait essayé de tirer profit, pour avancer ses pions, de la faiblesse de l'impérialisme US après son attitude ambiguë lors de l'affaire de Chypre. La nouvelle remonte de l'impérialisme américain entrera en contradiction avec les aspirations à l'indépendance des peuples grecs et turcs qui ont prouvé récemment, dans de violentes manifestations leurs sentiments anti-impérialistes.

● **EGYPTE** : Le 15 avril, cinq bâtiments de guerre soviétiques ont quitté avant minuit le port d'Alexandrie, conformément à la décision du gouvernement égyptien sur la fin des facilités accordées à la marine soviétique.

● **TIERS MONDE** : L'Algérie et le Bénin ont signé à Alger plusieurs accords sur les échanges commerciaux et la coopération économique, scientifique et technique entre les deux pays.

● **COLOMBIE** : Le corps de José Mercado, président de la CTC (syndicat pro-gouvernemental) a été découvert lundi dans une banlieue de la capitale.

L'organisation de guérilla M 19 l'avait enlevé pour obtenir la réintégration d'ouvriers licenciés et la libération de prisonniers politiques.

Les exigences avaient été rejetées le 14 avril par le président de la République.

COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF DE RÉALISATION DE L'OLIVIER

L'OLIVIER

Qui sont les Palestiniens ?

Cinéma le Marais

20 rue du Temple - Paris 4^e

(Métro Temple ou Hôtel de Ville)

Permanent de 14 à 24 heures

Débat après la projection du film «l'Olivier» mercredi 21 avril après la séance de 21 h 15

Viendront expliquer et développer les positions qu'ils exposent dans le film :

- Piet Nach, ouvrier éboueur hollandais, instigateur de la grève antinazie des dockers d'Amsterdam en février 1941, militant pro-palestinien.
- René Raindorf, juif antisioniste, ancien d'Auschwitz.
- Bernard Lambert, paysan travailleur, membre du tribunal Russel.

Ponomarev : les leçons du «professeur» en internationalisme

Ponomarev, secrétaire et membre suppléant du Politburo soviétique part en guerre contre les atteintes à l'internationalisme. Il sied mal, à ceux qui n'ont cessé de mener une politique d'agression et de chantage contre les peuples, depuis la Tchécoslovaquie jusqu'à l'Angola, de se faire aujourd'hui les défenseurs de l'internationalisme prolétarien.

DES DIVERGENCES CROISSANTES

En réalité, cette campagne vient à un moment où des divergences importantes éclatent au grand jour, d'une part avec les partis révisionnistes occidentaux, d'autre part avec certains pays d'Europe de

l'Est, par exemple la Roumanie. Hier, le P.C.R. proclamait le droit à la différence. Comme le dit un de ses responsables, M^r Maluso : «Si une rupture devait se produire, ce n'est pas nous qui la provoquerions, mais il est certain également que nous ne sommes pas prêts à renoncer à notre autonomie totale et absolue, ni à la ligne politique que nous avons élaborée».

Le parti révisionniste français lui aussi parle de «socialisme aux couleurs de la France». De telles proclamations qui prennent pour prétexte les conditions spécifiques propres à chaque pays, tendent à rejeter le modèle et la tutelle soviétique pour un autre modèle bourgeois. Aujourd'hui, il

n'exclut pas l'éventualité d'une rupture.

Le révisionnisme secrète inévitablement le polycentrisme, et dans la rivalité que l'URSS social-impérialiste entretient avec les États-Unis, elle éprouve le besoin de serrer les rangs d'un camp dont l'unité est de plus menacée.

UN «RAPPROCHEMENT» INQUIÉTANT

Mais dans cette campagne, il y a un élément assez significatif de la volonté expansionniste de l'URSS : en effet, l'internationalisme prolétarien devient «l'internationalisme socialiste» dans la bouche de Ponomarev qui souligne «le processus ob-

jectif de rapprochement graduel des pays socialistes». Or, lorsqu'on considère que les pays d'Europe de l'Est sont déjà intégrés économiquement et exploités «rationnellement» dans le cadre de la division du travail instaurée par le Comecon ; lorsqu'on considère que ces différents pays sont assujettis militairement par le Pacte de Varsovie et entièrement asservis politiquement, on en vient vraiment à se demander quelle pourrait être la prochaine étape du «rapprochement» ; difficile d'imaginer autre chose qu'une fédération ou plus encore ! Sans compter que ce terme de «rapprochement» fait penser à celui précisément employé par Krouchtchev à propos des républiques d'URSS.

INTERNATIONAL

Palestine occupée

ENCORE UN AUTRE ASSASSINAT SIONISTE

En Cisjordanie, la population palestinienne a manifesté pendant toute la marche organisée par les sionistes pour affirmer leur volonté de coloniser la Cisjordanie, comme ils l'ont fait dans le reste de la Palestine. Leurs projets actuellement sont l'installation de 60 nouvelles colonies en Cisjordanie.

Malgré le couvre-feu qui a été déclaré par le gouverneur militaire de la ville de Ramallah, à Bireh et à Jenin, des manifestations ont eu lieu et les étudiants et lycéens se sont mis en grève en signe de protestation à la marche. A

Jenin, un des habitants, qui n'aurait que des pierres pour se défendre, a été blessé par les balles des sionistes. Des affiches couvraient les villes, demandant le départ des colons.

Après l'assassinat d'un enfant palestinien, à Ramallah, les sionistes ont encore assassiné hier à Naplouse. Un Palestinien, âgé de 55 ans, a été tué au cours d'une manifestation et 6 personnes ont été blessées. A Jericho, dernière étape des marcheurs, des manifestations ont eu lieu. Le gouverneur militaire de la ville a imposé le couvre-feu

avant l'arrivée des colons. Plusieurs arrestations ont eu lieu. Tout au long du parcours de la marche, l'armée israélienne a protégé les marcheurs et ses effectifs ont été augmentés entre le début et la fin. Des patrouilles militaires circulent dans les villes, empêchant le peuple palestinien de manifester sa colère.

Les révolutionnaires palestiniens ont détruit une fabrique à papier et son dépôt au port d'Asdod, sur la côte. Il s'agit de la 3^e opération fidaye en 24 heures sur la côte, dans la partie occupée en 1948.



Liban

AGRESSION SIONISTE CONTRE LE SUD

Le cessez-le-feu a été décidé par le Comité Militaire Supérieur composé d'officiers syriens, libanais et palestiniens. Des commissions ont été formées pour son application.

Des batailles ont eu lieu avant cette décision autour de la place du Musée, là où s'est réuni le Parlement dernièrement, et les Phalanges ont essayé d'occuper Chiah ; mais les forces patriotiques leur ont barré la route.

Sur le plan politique, il semble que Frangié n'a pas promulgué l'amendement à l'article 73 de la Constitution, condition pour l'élection d'un nouveau président. Son attitude a changé depuis l'accord entre la Syrie et l'OLP, car ses alliés, Chamoun et Gemayel sont contre cet accord.

LES PAS VERS LA PARTITION

Les Phalanges organi-

sent encore la région qu'elles occupent en vue de la partition. Le port de Jounieh a été déclaré port international, les habitants doivent avoir un laissez-passer pour aller dans d'autres régions.

LES ISRAÉLIENS ATTAQUENT

Au même moment, les sionistes menacent à la frontière. D'importants matériels de guerre arrivent de plus en plus dans cette zone. L'armée israélienne a bombardé plusieurs villages au Sud, les hélicoptères survolent la région, et les patrouilles militaires pénètrent dans

le territoire libanais pour contrôler les cartes d'identité des villageois.

Deux fois de suite, les sous-marins sionistes sont intervenus près de Sour, prêts à débarquer. Mais les forces de l'Armée du Liban Arabe, et de la Résistance Palestinienne les ont repoussés.

C'est le meilleur exemple qui montre que l'Armée du Liban Arabe et la Résistance sont prêtes à défendre la souveraineté du Liban, et non pas les phalanges et les milices de Chamoun qui font appel aux Américains. Le peuple libanais ne peut que se réjouir d'avoir une armée patriotique qui le défend contre les agresseurs sionistes.

● PANAMA : Au cours de sa campagne électorale, Ford a déclaré que les Etats-Unis « n'abandonneront pas le contrôle opérationnel du canal de Panama ». Le porte-parole de la Maison Blanche affirme, par ailleurs, que le canal de Panama « demeurera utile pendant les prochaines

trente ou cinquante années ». En effet, les 17 bases militaires installées dans la zone du canal constituent un élément important du dispositif américain de contrôle du continent sud-américain.

● INDE : Un porte-parole du ministère indien des Affaires E-

trangères a annoncé lundi que l'Inde avait proposé au Pakistan de reprendre les négociations sur l'ensemble des problèmes en suspens entre les deux pays. Rappelons que l'Inde et le Pakistan n'ont plus de relations diplomatiques depuis l'intervention indienne au Bangladesh.

Dakar

VERS LA COOPÉRATION ARABO-AFRICAINE

Depuis lundi dernier, et jusqu'à jeudi prochain se tient à Dakar une Conférence commune des Ministres des Affaires Etrangères des 47 pays membres de l'Organisation de l'Unité Africaine et des 20 pays de la Ligue Arabe, auxquels se sont joints les délégués de l'Organisation de Libération de la Palestine et des Banques Arabe et Africaine de Développement.

Devant la conférence, le président sénégalais, Léopold Sedar Senghor, a notamment déclaré : « La détente entre les grandes puissances... signifie malheureusement trop souvent guerre froide en Euraménique, mais guerre chaude en Asie et en Afrique ».

Cette conférence a pour ordre du jour l'élaboration d'un projet de charte régissant les rapports de coopération entre les pays arabes et africains ; ce projet sera soumis à la première Conférence des chefs d'Etat africains et arabes, dont la Conférence devra préciser la date et le lieu de réunion avant de se séparer.

Prononçant le discours d'ouverture, Sedar Senghor a proposé que la Conférence établisse des structures permanentes de coopération arabo-africaine dans les domaines culturel, politique (avec une réunion annuelle des ministres des Affaires Etrangères et un sommet, tous les deux ans, des chefs d'Etat) et économique.

C'est, effectivement, ce dernier domaine qui fera l'essentiel des travaux de la Conférence. Il s'agit d'assurer une complémentarité des économies en vue d'instaurer un courant d'échanges permanents entre les deux groupes de pays, incluant dans les deux sens un régime préférentiel et des relations directes.

Pour ce faire, différents thèmes seront abordés : une amélioration des infrastructures de transport qui permette

les échanges entre l'Afrique et les pays arabes, échanges que faciliterait le développement des prêts à long terme ou des investissements conjoints dans les projets d'industrialisation autonome de ces pays en voie de développement.

Dans le même temps, les effets sociaux du développement économique dans les pays d'Afrique ou les pays arabes seront étudiés, avec notamment des projets de sédentarisation des nomades. Enfin, pour développer l'exploitation commune des ressources de ces pays, des programmes conjoints de formation de cadres techniques et de coordination de certains plans de développement seront étudiés.

On voit donc l'importance de l'enjeu de cette Conférence des Ministres de pays appartenant tous au Tiers Monde : il s'agit de concrétiser, face à l'impérialisme sous toutes ses formes, l'action des pays arabes et africains dans leur effort de développement d'unité et de solidarité pour instaurer un nouvel ordre économique mondial.

Camille NOËL

DUTOURD S'EN VA-T-EN GUERRE...

Hier, à la une de France-Soir, Dutourd, auteur immortel des «Taxis de la Marne», réclamait qu'on expédie quelques régiments français à Beyrouth. Pour justifier cette demande, il ne manque pas d'arguments sentimentaux et culturels : « A Beyrouth, on parle français, c'est une ville presque aussi indispensable à notre âme que Bordeaux... Ah ! La belle France que regrette Dutourd, celle de Dunkerque à Tamarassat, des tirailleurs sénégalais combattant pour l'Alsace Lorraine, des enfants africains apprenant « nos ancêtres les gaulois » !

Dans la foulée, Dutourd regrette aussi Phnom Penh, autre «belle ville française». Quel dommage selon lui que l'impérialisme français ne se soit pas associé à la débâcle américaine au Cambodge ! « Hélas, je rêve », conclut Dutourd - et il n'a pas tort.

L'impérialisme français n'est plus ce qu'il était : Gorse, interrogé au sujet du Liban, a été très prudent sur l'éventualité d'une «mission de surveillance française». Dutourd devrait remettre son casque colonial dans la naphaline. Le temps des canonnières qui imposaient la civilisation occidentale aux peuples du monde est révolu.

Italie

DE COMPROMIS EN MARCHANDAGES

D'un côté, Fanfani a appelé dimanche à l'union pour «défendre les libertés» et semble entamer déjà la campagne électorale. D'un autre côté, Zaccagnini, l'homme de l'ouverture, va à nouveau rencontrer des représentants du PCI et du PSI. L'essentiel va se jouer entre PCI et démocratie chrétienne, car les socialistes misent sur les élections. Cela fait des mois que les révisionnistes italiens proposent avec insistance au parti gouvernemental le «compromis historique», c'est à

dire leur participation au gouvernement. Cette fois, Zaccagnini, va demander au PCI de prendre ses responsabilités en lui proposant une base d'accord : un plan de sauvetage de l'économie élaboré par des experts démocrates chrétiens et qui intégreraient un certain nombre de propositions des révisionnistes. Il est probable que le secrétaire de la démocratie chrétienne va proposer au PCI non pas sa participation au gouvernement, mais son soutien. Comme l'a dit Aldo Moro

au Congrès de la démocratie chrétienne : « Il faut permettre que le PC, sans changement de son rôle, soit appelé de façon vraiment efficace à exprimer des exigences, à poser des problèmes, à mettre à la disposition du pays, par sens de responsabilité, sa force représentative ».

La double tactique de la démocratie chrétienne, éloigner les révisionnistes du pouvoir et obtenir leur soutien peut se révéler payante : elle évite les élections alors que, selon les sondages, le PC, à 2% de la démocratie chrétienne, pourrait gagner les élections. Mais les révisionnistes tiennent-ils vraiment à les gagner et à arriver au pouvoir dans la situation de crise actuelle ? Ce n'est pas évident. En tout cas, le patronat italien presse officiellement tous les partis à s'unir «pour sauver l'économie nationale».

Jean-Pierre CHAMPAGNY

L'Unita, journal du PCI proteste vertueusement contre les ingérences américaines dans la politique intérieure de l'Italie (déclarations de l'ambassadeur américain et de Kissinger contre la participation des révisionnistes au gouvernement). De son côté, Amendola, dirigeant du PCI a déclaré devant la presse américaine, qu'en cas de réalisation du «compromis historique», l'Italie ne quitterait pas l'OTAN et que les bases US pourraient rester sur le territoire italien. Ces positions ne sont pas contradictoires : le PCI veut à toute force rester, au sein de l'OTAN et se plaint de ce que les Etats-Unis ne veulent pas les y admettre !

7^o plan MESURES ANTI OUVRIERES ET PILOTAGE A VUE

Jacques DUBREUIL

600 000 chômeurs, près de 8 % de hausse des prix, une augmentation des impôts de 40 %,... tels sont quelques uns des objectifs avoués pour le VII^e plan, et cela si tout se passe bien ! Malgré toutes ses déclarations optimistes sur la reprise, le gouvernement est bien obligé de reconnaître la gravité de la situation économique, et que les perspectives restent sombres. Avant de voir quels remèdes la bourgeoisie entend mettre en œuvre pour s'en sortir, on doit s'interroger sur l'ampleur des difficultés économiques actuelles, et essayer de comprendre comment on en est arrivé là.

La plus importante mutation économique depuis l'avènement du capitalisme en France

1960 : La bourgeoisie française, sortant d'un siècle de domination coloniale sans partage est contrainte d'accepter les nouveaux rapports de forces mondiaux. L'administration directe des anciennes colonies est remplacée par la tutelle économique, politique et militaire par l'intermédiaire d'une bourgeoisie indigène. Le sous-développement entretenu dans leur pays condamne de nombreux travailleurs du Tiers Monde à s'exiler dans les métropoles impérialistes. La perte des débouchés privilégiés, la nécessité d'accroître la taille des marchés conduit la bourgeoisie à accepter l'ouverture des frontières. Le traité de Rome, signé en 1959, marque la naissance du marché commun. Elle est contrainte du même coup à une modernisation sans précédent de son appareil productif, encore archaïque, pour résister à la concurrence étrangère. Les mots d'ordre sont : « croissance », « investissement », « industrialisation », « compétitivité »...

L'exode rural s'accélère, de nouvelles usines, de plus en plus grandes, s'implantent en dehors des régions traditionnelles, la productivité du

travail est accrue par le renouvellement des équipements, l'augmentation des rendements, la généralisation du travail posté. Les entreprises les plus petites sont liquidées ou absorbées par des groupes qui dominent des branches entières.

L'accroissement des rendements à entraîné, entre autres, une augmentation des accidents graves du travail. Jusqu'en 1968, la diminution de la durée du travail est restée faible, et le pouvoir d'achat a progressé moins que la productivité. La part des impôts supportée par les travailleurs s'est accrue notablement.

Le développement des contradictions

Mais ce système contient en lui-même ses propres contradictions, qui n'ont pas manqué de se développer à un rythme rapide, elles aussi.

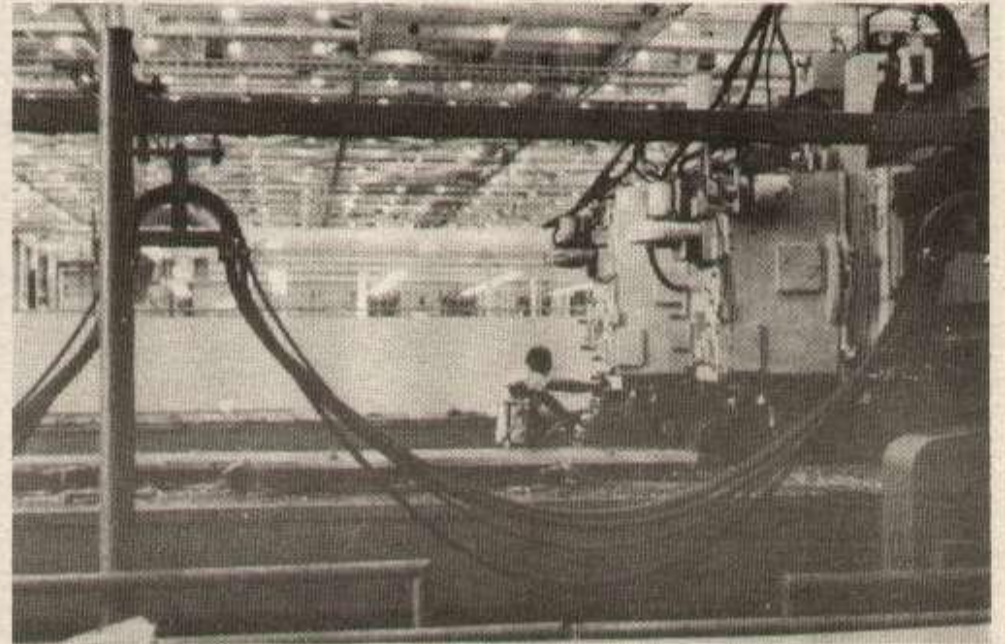
Contradictions entre les pays impérialistes et les pays du Tiers Monde. Elles ont été marquées par les victoires des luttes de libération nationale, et la résistance des nations opprimées au pillage de leurs richesses.

Contradictions entre les pays impérialistes, qui mènent tous des politiques comparables avec les mêmes objectifs. Il s'en suit une guerre commerciale à outrance, qui accroît les difficultés de chaque pays, particulièrement des plus petits et des plus dépendants de l'extérieur. L'internationalisation de la production et des échanges propage les crises d'un pays à l'autre, et rend plus difficile la mise en œuvre de politiques correctrices. Le dérèglement complet du système monétaire et les guerres des monnaies périodiques en témoignent.

Accentuation de la lutte des classes, du fait de la dégradation générale des conditions de vie et de travail. L'organisation de la riposte a été lente, mais elle a réussi depuis 1968 à mettre assez sérieusement en échec la bourgeoisie.

Contradictions avec des couches sociales (petits commerçants, artisans, paysans), jusque là traditionnellement alliées à la bourgeoisie, mais qui sont touchées par la modernisation de l'appareil de production.

Toutes ces contradictions subsistent. Mais de plus la bourgeoisie française a abordé la crise dans une situation difficile.



une situation difficile

Le commerce extérieur de la France est particulièrement fragile. La France est devenue très dépendante de l'extérieur, tant pour ses approvisionnements en matières premières et en énergie, que par l'importance des exportations dans la production (plus de 20 %). Exporter est devenu une nécessité vitale. Or les marchés traditionnels des pays de la zone franc ou du Tiers Monde ont été remplacés très largement par les pays européens, sur lesquels la concurrence est très dure. Malgré les efforts réalisés, la France n'a pu combler totalement son retard sur les autres pays impérialistes, l'Allemagne en particulier, et n'est pas en mesure de rivaliser sérieusement avec eux dans ce domaine.

Ainsi l'exode rural a surtout profité au bâtiment et aux services. La part de l'industrie, que ce soit du point de vue de la production ou des effectifs occupés, reste faible comparativement

aux autres pays capitalistes développés. Dans la spécialisation du travail, qui est une conséquence de l'internationalisation de la production liée à l'extension de l'impérialisme, la France apparaît comme exportatrice de produits agricoles, de demi-produits et de biens de consommation (automobile surtout). Malgré la progression des exportations de biens d'équipement, la France est devenue importatrice dans ce secteur depuis 1968. La balance commerciale des brevets et licences est continuellement déficitaire.

Des groupes importants contrôlent bien la production dans la plupart des branches, mais ils apparaissent de taille modeste à l'échelle internationale. De plus, les firmes étrangères ont largement pénétré en France (près de 20 % de la production). Les impératifs de la concurrence exigent un contrôle strict des coûts, mais celui-ci est rendu difficile par le

maintien des contradictions entre les différentes couches de la bourgeoisie (commerçants en particulier), et la résistance opposée par les travailleurs à la baisse de leur pouvoir d'achat.

Les entreprises ont vu leurs possibilités de financement rognées par la crise, et ont dû s'endetter pour continuer leur effort de modernisation. Cela bien que l'Etat ait augmenté fortement ses subventions, provoquant un déficit budgétaire record.

La bourgeoisie française aborde donc la crise dans une position de faiblesse. Les mécanismes sur lesquels elle avait fondé son développement se sont « grippés » les uns après les autres. Sa politique de crise vise à tenter de surmonter ces contradictions pour maintenir sa domination. Quels sont ses projets ? C'est ce que nous verrons demain.



travail est accrue par le renouvellement des équipements, l'augmentation des rendements, la généralisation du travail posté. Les entreprises les plus petites sont liquidées ou absorbées par des groupes qui dominent des branches entières.

Cette politique, qui mise à fond sur le libéralisme écono-

L'accroissement des rendements à entraîné, entre autres, une augmentation des accidents graves du travail. Jusqu'en 1968, la diminution de la durée du travail est restée faible, et le pouvoir d'achat a progressé moins que la productivité. La part des impôts supportée par les travailleurs s'est accrue notablement.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

PAR ZONE (EN %)

	Exportations		Importations	
	1960	1974	1960	1974
Pays capitalistes développés dont marché commun	54 (30)	77 (53)	56 (29)	68 (48)
Pays de l'Est	4	4	3	3
Pays du Tiers Monde dont zone franc	42 (30)	19 (14)	41 (23)	30 (14)
Total	100	100	100	100

PAR PRODUITS EN 1974 (MILLARDS DE F)

	Exportations	Importations	Solde
Agriculture	38	28	+ 10
Matières premières	23	88	- 64
Demi-produits	57	49	+ 8
Biens d'équipement	51	52	- 1
Biens de consommation	50	37	- 13
Total	220	255	- 35

Le prix payé par les travailleurs

Plus de 17 millions d'accidents du travail, et près de 28 000 morts, sans compter les mines et la SNCF, de 1960 à 1974.

La productivité du travail a doublé de 1960 à 1974. Un ouvrier sur trois travaille en équipe en 1974, contre un sur sept en 1957.

Le nombre des chômeurs avoué est passé de 131 000 en 1960 à 1 038 000 en 1975.

Les prix ont presque quadruplé (augmenté de 385 %) d'après l'indice de la CGT de 1960 à 1975.

La proportion de foyers d'ouvriers imposés sur le revenu a doublé (elle est passée de 30 à 61 % de 1962 à 1972).

Les luttes menées par les travailleurs depuis 1968 ont limité partiellement ce prix. Les indices truqués de la bourgeoisie en rendent compte involontairement : parlant de « l'augmentation du pouvoir d'achat » des ouvriers, l'INSEE indique qu'il a progressé plus vite de 68 à 75 que de 60 à 67. Ce qui signifie simplement qu'il a baissé moins vite dans la dernière période de fait des luttes.

De même en ce qui concerne la durée du travail : de 1960 à 1967 : - 0,2 h de 1968 à 1974 : - 2,3 h

LUTTES OUVRIERES

LUTTER DANS L'EMPIRE PEUGEOT -2-

QdP : on a vu, comme le disait Gilbert, qu'il y avait chez les gars à Sochaux une politisation, une radicalisation qui laissaient présager de futures grandes luttes. On a vu également comme Peugeot, conscient de ce problème, avait manœuvré pour mater cette volonté de lutte. Comment cela a-t-il été possible ?

Gilbert : Prenons, si tu veux, un premier exemple par rapport au soutien à Beaulieu. Le mercredi 28 mars, quand les flics ont investi Beaulieu, ça s'est vu très vite dans la boîte et la CGT et la CFDT se sont rencontrées, la CGT disant : « De toutes façons, on renvoie l'initiative dans les secteurs », ce qui voulait dire en clair qu'ils ne voulaient rien faire du tout ! La CFDT avait dit, avait décidé que, de toutes façons, s'il y avait les flics à Beaulieu, elle lancerait un mot d'ordre de grève. Ça, on le sait aussi dès le matin. Et pour nous, que ce soit CGT ou CFDT, on se ralliait à n'importe quel mot d'ordre de soutien à Beaulieu, c'est sûr ! Et des tas d'autres copains également : Au moins, on savait que la CFDT lançait un mot d'ordre d'une heure de grève pour le soir à 16 heures. Dans l'après midi, la CGT s'y rallie. Mais pas d'information, pas de tract CGT... On se demande : qu'est-ce qui se passe ? Et on apprend qu'en fin de compte, la CGT avait annulé son mot d'ordre. Alors qu'il était donné ! Nous, on n'avait pas hésité à prendre des bons de sortie pour aller à Beaulieu, se retrouver avec les gars là-bas. Et on y est allé. C'était juste et normal. On a participé à la manifestation, et, à la fin de la manifestation, qu'est-ce qu'on voit ? Deux belles banderoles, CGT de Sochaux et CFDT de Sochaux, qui proclamaient : « Soutien, Solidarité avec les Cycles... » !

occupaient venaient spontanément à ces réunions pour écouter les interventions des uns et des autres. Au départ, ces forums, c'était des assemblées générales où on nous informait sur ce qui s'était passé dans la journée. Et on sentait à quelques-uns qu'il fallait que ça sorte de ce cadre, que cette structure était monopolisée par les membres du PCF qui voulait en faire son affaire. Et à partir de là, on a commencé à intervenir dans le forum, on leur posait des problèmes sans relâche, et les gars qui n'occupaient pas la boîte venaient le soir en faisant souvent des dizaines de kilomètres pour assister aux forums parce que ça les intéressait ; il y a eu des affrontements terribles sur la question de la démocratie, sur l'organisation des travailleurs dans la boîte, sur les luttes... Un exemple : un jour, le comité de grève était réuni dans un coin d'une grande salle et avait devant lui toute une pile de « laissez-passer ». Les directeurs, service par service, venaient chercher ces « laissez-passer », soi-disant pour vérifier des machines. Ils mettaient le comité de grève au boulot et ils étaient exigeants ! Et le comité donnait sans compter ce qu'ils demandaient. Alors, avec plusieurs gars (on ne faisait pas partie du comité central de grève mais on faisait tout pour avoir un œil sur ce qui se faisait) on a dit au comité : « Quand on demande une entrevue avec la direction en période normale pour poser des revendications, on nous dit toujours qu'il faut attendre six jours. Aujourd'hui, on est maître de la situation, alors on doit répondre de la même manière. Il n'y a aucune raison de se laisser imposer quoi que ce soit ». Et comme ça, on a réussi à imposer un certain nombre de choses.

Mais dans les forums, ce qui était important, c'est que des gars ont tout d'un

trouver à un endroit précis pour leur donner l'information. Et c'est ce qu'on a fait, un certain nombre de gars dans un secteur donné. Et tout ça dans la perspective à long terme d'être le plus près possible des travailleurs... Mais les directions syndicales ont dit : on a meilleur temps de diffuser aux grandes portières qui se trouvaient de chaque côté de la route qui traversait l'usine... Et, du coup, Peugeot, il a fermé ses deux grandes portes et il laisse rentrer les autobus qui n'ont même plus le droit de s'arrêter, sous prétexte que ça pourrait risquer des accidents !

Paul : Mais le type d'information que nous, on voulait faire, ce serait facile de le refaire. C'est ce que d'ailleurs, on a recommencé en 73 au moment de la grève de St Etienne. On a distribué à plusieurs copains un tract demi-format le samedi matin à 4 heures aux 3 entrées de l'atelier en disant : « Attention, les gars, vous qui venez ce samedi matin, c'est pour du boulot dégueulasse par rapport aux gars de St Etienne ». Parce que, bien entendu, la direction ne leur avait pas dit de quoi il s'agissait. Et les directions syndicales, de leur côté, n'avaient pas pris l'initiative d'en informer les travailleurs...

Gilbert : La vérité, c'est que Peugeot a peur... Tout ce qu'il fait, c'est en vue d'éviter des réactions violentes de la part des travailleurs... Le dernier exemple : il y a 2000 gars à Sochaux qui ont fait une heure de grève le mercredi 30 mars en soutien à Beaulieu. Une semaine après, la direction annonce qu'elle réduira l'horaire hebdomadaire d'un quart d'heure à partir du premier juillet. C'est une conséquence de ce débrayage, Peugeot essaie de désamorcer la tension sur un point sensible... Il va arriver à un moment à Peugeot de commettre une « maladresse ». Ils ont failli en commettre une lors de la dernière grève EDF. Ils avaient appelé à venir le matin...

Les gars étaient à peine sortis des bus, il fallait qu'ils repartent ! Mais les gars, ils avaient fait 60, 70 kms. Il y a même des cadres qui sont partis en voiture au devant des bus pour les faire retourner ! Ce jour-là, ça a coincé. Les gars sont rentrés dans les ateliers, ça discutait ferme... Peugeot s'est bien rendu compte qu'il avait commis une maladresse : le lendemain, il annonçait que tout serait payé : la journée, le transport, la cantine !

TÉLIC (Strasbourg)

REPRISE LA RAGE AU CŒUR !

Les travailleurs de Télec (11 500 ouvriers), à Strasbourg viennent, après une semaine de grève, de reprendre le travail. Le patron de l'usine a dû reculer et lâcher une partie des revendications. A quatre heures, une trentaine de grévistes étaient au piquet pour appeler à poursuivre la lutte, mais ils n'étaient pas suivis.

Deux raisons avaient joué : les augmentations obtenues par des grèves de secteur antérieures, qui s'additionnaient à celles obtenues par les grévistes. L'hésitation d'un grand nombre à s'engager dans une grève illimitée, à l'avenir incertain. Il faut signaler que de nombreux secteurs ne s'étaient pas mis en grève.

Rassemblés à la cafétéria, près d'une centaine de grévistes se retrouvaient pour voter, 25 se prononçaient pour la reprise, une trentaine s'abstenaient. Le vote prenait position pour une séquestration de la direction ou une grève roulante dans l'usine...

Finalment, les travailleurs la rage au cœur optaient pour la reprise...

Une AG est prévue dans la semaine pour tirer le bilan. Plusieurs points se dégagent d'ores et déjà. La démonstration a été faite que la lutte était possible à Télec, que la direction peut lâcher plus que les petits pourcentages qu'elle lâche d'habitude !

La lutte a été l'occasion d'imposer une direction de lutte à la section syndicale de la CGT, ce qui justifiait tout à fait l'appel d'un syndicaliste révolutionnaire à renforcer la

section syndicale sur des bases de lutte de classe à l'issue de l'AG.

Mais l'action n'est pas terminée, deux travailleurs sont menacés de licenciement, un militant CGT et un délégué titulaire particulièrement actif dans le conflit... Ce premier recul de la direction, il va falloir le consolider, et travailler à réussir le bilan. Mais l'action n'est pas terminée, deux travailleurs sont menacés de licenciement, un militant CGT et un délégué titulaire particulièrement actif dans le conflit... Ce premier recul de la direction, il va falloir le consolider, et travailler à réussir le bilan.

Autre conséquence importante, la cellule du PCR qui a joué un rôle important dans la lutte s'est renforcée à cette occasion ce qui va permettre une extension plus large de la propagande révolutionnaire dans l'usine.

Correspondant



QdP : Mais ce sont les travailleurs mêmes qui avaient fait la mobilisation ?

Paul : Justement ! Et c'est ça qui est dégoûtant, c'est que les gars de Beaulieu, ils voient « Sochaux », ils sont contents... Alors qu'en fait, ici, les directions syndicales, n'ont pas lancé un mot d'ordre de grève. C'est de la supercherie, rien d'autre !

QdP : Vous avez insisté sur le fait que 68 représente un tournant... C'est une somme d'acquis pour les travailleurs ? Comment peut-on s'appuyer sur ces acquis pour les luttes à venir chez Peugeot ?

Paul : En 68, pendant trois semaines, il y a eu occupation de l'usine, 2000 gars environ occupaient. Des discussions avaient lieu tous les soirs au building, c'est le comité de grève qui les organisait. Les gars qui

coup découvert ce qu'était le vrai visage du PCF... On a mené sans arrêt la bagarre dans ces forums et on a finalement arraché la direction des mains du PCF... Et le PCF ne l'a pas oublié : dans un bouquin qu'il a écrit, Paganelli, le conseiller général, dit que la « grosse erreur » ça a été d'accepter les forums... !

Gilbert : Donc, partant du fait qu'après 68, il y avait tout un climat qui avait atteint un certain niveau où les gars avaient découvert ce qu'était la démocratie et que ça pouvait s'étendre, notre perspective, c'était de développer cela par un gros travail d'information syndicale. Nous, on disait qu'il fallait distribuer les tracts aux travailleurs, aux endroits où ils travaillaient. Parce que dans le cadre des accords de 68, il était en dehors du lieu et du temps de travail. Ça voulait dire quoi ? C'était le vestiaire, les WC, le réfectoire, l'allée pour aller aux pendules, l'allée pour aller dans l'autobus, etc...

Donc, il fallait se mettre le plus près possible des travailleurs, les habituer à te

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE

Après la reprise, faire échec à la répression

Après cinq semaines de lutte avec occupation, les travailleuses de Bourgogne Electronique, à Dijon, viennent de reprendre le travail. Après le week-end de Pâques, se tenait hier matin, une Assemblée Générale de tous les grévistes, tirant un premier bilan de la lutte. C'est en fin de compte, environ 200 F qui ont été obtenus par les travailleuses, somme étalée jusqu'au premier décembre de cette année, ainsi qu'une amélioration en ce qui concerne les classifications.

Pendant ces semaines de lutte, on a vu comment la direction de l'usine a tenté à maintes reprises de casser le mouvement, en employant la répression. Aujourd'hui, la direction n'a pas renoncé à ses plans. Samedi, les journaux locaux en parlaient complaisamment et longuement : le patron envisage de

licencier une vingtaine de militants syndicaux et plus largement les travailleuses considérées comme « meneuses ». Mais la direction de

Bourgogne rencontrera un obstacle pour mettre à exécution ces menaces : la volonté des travailleuses de défendre leurs droits.

BÉGHIN SAY CORBEHEM : COUP DE FORCE DE LA DIRECTION

Depuis le début des négociations, le patronat a toujours refusé systématiquement les propositions de l'intersyndicale. Ce n'était qu'une manœuvre pour gagner du temps. En effet, hier matin, mardi 20, la direction a lancé le coup de force. Protégés par la gendarmerie, la direction et les cadres de l'usine ont enfoncé à l'aide d'un tracteur la grille de l'usine et investi les bureaux et les ateliers. Face à cette offensive de la direction, certains travailleurs se sont trouvés désarmés, d'autant plus que les révisionnistes qui dirigent la CGT, pour « neutraliser l'usine », avaient recommandé aux ouvriers de ne pas intervenir ! Malgré cela, de nombreux ouvriers ont voulu défendre leur lutte, disant qu'accepter de lever l'occupation, c'était accepter la défaite. Les travailleurs de Béghin Say, après six semaines de grève, devaient se montrer vigilants, et particulièrement se donner les moyens de défendre et renforcer leur lutte, et rester fermes dans les négociations sur leurs revendications, face à une direction qui adopte une attitude « dure » et n'hésite pas à employer la force contre les grévistes.

TELEVISION

FETE de REBELLES

1^{er} MAI TOUS A PARIS

de 17h à 24h

Cartoucherie de Vincennes

Animeront la fête :
 Gilles SERVAT
 Roger SIFFER
 IMAGO
 Groupe SOHO
 Carlos ANDREU
 François TUSQUES
 INTERCOMMUNAL FREE DANCE MUSIC ORCHESTRA
 Avec Jo MAKKA et Adolf WINKLER
 Chic STREETMAN
 AKENDENGUE
 Pierre CHAMPION

Plus de 10 forums

Sur l'école, le chômage des jeunes, les jeunes ouvriers, les apprentis, la campagne anti-jeune, la Chine, la presse pour les jeunes, la chanson populaire, le cinéma militant, l'avortement et la contraception, la pollution, le théâtre...

avec :
 Papinski, Della Souda, Le Masson, Tobias Engels, les chanteurs invités, des militants du MAJ, du MLAC, des groupes écologiques, des troupes de théâtre, des acteurs progressistes, des rédacteurs de Cinélutte, Cinéthiques, des avocats, des magistrats progressistes, les Comité de Lutte Contre le Chômage, Le Cri des Murs, des journalistes de Rebelles, l'Antirouille, Pop Hebdo, des représentants de la coordination nationale des élèves révolutionnaires, et des jeunes de toute la France et de plus de 20 pays de tous les continents.

INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL DE L'UCJR

Contre la répression, le chômage, l'avenir de misère : construisons une puissante force révolutionnaire.

LA FEMME DU DIMANCHE

Un film de L. Comencini

L'ITALIE DE FANFANI

Turin, c'est le «cœur» industriel de l'Italie. Mais qui dit industrie dit aussi bourgeoisie industrielle. «La femme du dimanche» est un tableau satirique de la haute société turinoise à travers les méandres d'une intrigue policière. Au départ, il s'agit d'un meurtre : celui de Garrone, architecte véreux, mêlé à des affaires louches, obsédé sexuel. Un crime sur lequel la police passerait rapidement si l'affaire ne mettait en cause un certain nombre de personnages haut placés : Anna-Carla, femme d'un grand industriel, que l'idée d'être soupçonnée de meurtre amuse énormément et distrait de sa vie de riche oisive ; Massimo, son ami, héritier vieillissant d'une riche famille, pédéraste à ses heures, qui se pique de ne pas posséder de voiture et de fumer des brunes ; un propriétaire de galerie de peinture qui achète en cachette ses «tableaux de maîtres» aux puces, etc... Pour corser la chose, L. Comencini fait mener l'enquête par un inspecteur originaire du Sud (M. Mastroianni), peu au fait des subtilités de ce beau monde. Finalement, après un bref suspense, tout s'éclaire : l'assassin est une vieille fille qui voulait faire construire un lotissement sur sa propriété et à qui Garrone mettait des bâtons dans les roues.

UNE COMÉDIE POLITIQUE «A L'ITALIENNE»

Comencini, moins connu en France que certains de ses confrères italiens, possède un métier certain. Un montage nerveux, du suspense (l'assassinat de «l'ami» de Massimo) quelques scènes de comédie fort réussies (la dispute entre Anna-Carla et Massimo à propos du mot «Boston»), tout cela fait un film bien ficelé et qui reprend la tradition italienne des comédies à caractère «politique».

Mais, si «la femme du dimanche» possède certaines qualités de ce genre de film, il en a aussi les défauts. La critique de tout ce petit monde reste bien superficielle et ne porte guère à conséquence. Un bon exemple est le personnage du chef de la police, tremblant de peur à l'idée de mener une enquête dans ce milieu et qui sermonne en conséquence ses subordonnés.

Ce qui est en cause, ce n'est pas le pouvoir de la bourgeoisie, mais ses travers et ses ridicules, ses excès, opposés à la modération et au bon sens du commissaire de police. Nous ne sommes pas très loin du célèbre «compromis historique».

J.P. BOULOGNE

Programme

JEUDI 15 AVRIL

- TF 1
 18 h 15 - A la bonne heure
 18 h 45 - Pour les jeunes
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Alors, raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - «L'homme d'Amsterdam» feuilleton
 21 h 10 - L'évènement - magazine d'actualités
 22 h 20 - Allons au cinéma
 22 h 50 - Journal
- A 2
 18 h 30 - Journal
 18 h 40 - Le palmarès des enfants
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres - jeu
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Y'a un truc
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - «Le mariage invisible» - divertissement de J. Rouland
 21 h 30 - Regards : R. Crével poète du soleil noir
 22 h 25 - Jazz à Nice
 23 h 05 - Journal
- FR 3
 18 h 45 - Pour les jeunes
 19 h 05 - Programmes régionaux
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de 20 H
 20 h 30 - Hollywood et ses nouveaux auteurs : «Un château en enfer», film américain de S. Pollack (1969)
 22 h 10 - Journal

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Les troupes de Diem se concentrent à proximité de Hon Dat.

8^e ÉPISODE LE CHEF DES RANGERS

La petite bourgade de Tri Ton s'anima brusquement ce soir-là. Des camions pleins de soldats venus de Rach Gia filaient en soulevant un nuage de poussière qui s'abattait en tourbillonnant sur les gargotes, les bazars et les maisons des deux côtés de l'unique rue du chef-lieu du district. Les voitures à peine arrêtées, les soldats sautaient à terre et marchaient en groupes, happés par la poussière. Les réguliers, en treillis, les rangers en tenue léopard, martelaient la chaussée de leurs bottines de cuir et de leur souliers de toile.

Sur le seuil des portes, la population les regardait passer en émettant à voix basse des commentaires passionnés. On distinguait des visages connus parmi les rangers, mais personne ne s'avisait de les regarder en face. Si les réguliers, venus de Saïgon, accordaient quelque intérêt à la bourgade, ces derniers gardaient le visage dur et le regard glacial en remontant la rue, leurs Thompson et leurs carabines pointées vers le sol.

Xam, leur lieutenant, fermait la marche de son pas pesant. Il avait d'étranges yeux où l'on ne voyait que le blanc. Son uniforme léopard moulaït son corps robuste. Il avait sur la tête une étrange coiffure pourvue de trois pièces d'étoffe servant à protéger la nuque et les oreilles des coups de soleil. Képi à «trois rideaux» ironisaient les gens. Un colt 12 lui battait la cuisse et la couleur brune de l'étui s'accordait avec son teint bronzé. Il portait en outre en bandoulière une carabine et un coupe-coupe au flanc. Tous ses hommes étaient revêtus du même uniforme, équipés de même d'une carabine ou d'une Thompson. Un poignard américain ajoutait encore à leur air féroce. (...)



A la nuit, les rangers bivouaquent.

Malgré l'interdiction d'aller en ville, plusieurs d'entre eux avaient rejoins furtivement la bourgade pour ramener de l'alcool, de la bière et des victuailles. La consigne venait du commandement du PC opérationnel, mais les commandants d'unité se gardaient de l'appliquer à leurs hommes. Xam se joignit même bruyamment à ses rangers pour faire ripaille. Ceux-ci ne cessaient de l'encenser, l'invitant à boire avec eux. Ils l'appelaient tous Frère Aîné. (...)

Xam déclare qu'à Hon Dat, «c'est la belle vie» : des fruits, de la viande et des filles.

Les soldats gloussaient de plaisir, sachant que pas plus tard que demain ils mettraient les pieds dans ce paradis. Peu d'entre eux pensaient en ce

moment à la mort, émoussés à l'idée de pouvoir piller, faire ripaille et forcer les femmes. Pour certains d'entre eux, Hon Dat n'était pas une terre inconnue. Ils s'y étaient livrés à tous les forfaits possibles et s'en vantaient. (...)

Mais leur Frère Aîné était le plus merveilleux. Il y avait éventré nombre de gens, avec une rare maîtrise. Un coup de poignard en plein plexus solaire, adroitement élargi ensuite pour permettre d'introduire tout juste quatre doigts dans la plaie et d'en ramener le foie tout entier.

Xam avait ouvert le ventre à quantité de personnes et était réputé par la célérité avec laquelle il arrachait le foie et recueillait la bile. Mais sa virtuosité ne s'arrêtait pas là. Il connaissait d'autres manières de tuer encore plus monstrueuses. Dans ses veines coulait le sang de son père, un propriétaire foncier qui avait régné en despote sur Hon Dat, mais aucune goutte, disait-on, du sang de sa mère, madame Ca Xoi, cette malheureuse Khmère dont la vie n'avait été qu'un long calvaire où sa raison avait sombré.

Le propriétaire foncier Muu avait obligé Ca Xoi à devenir sa concubine.

Pendant le soulèvement de 1959, le propriétaire Muu fut exécuté. Xam réussit à s'enfuir et devint plus sanguinaire qu'auparavant.

A Hon Dat, comme partout ailleurs dans le monde, toute mère a ses douleurs. Mais peu de mères ont eu à endurer le calvaire de Ca Xoi.

Quand il était chef de poste à Hon Dat, Xam rapportait à sa mère et à sa sœur des pièces de soie, de l'or et autres objets de prix qu'il venait de raffler lors des ratissages. Toutes deux refusaient les cadeaux. Une fois même, la vieille femme jeta le tout dehors et se cacha le visage dans ses mains en fondant en larmes.

(à suivre)

Espagne

LES POSITIONS DE TROIS ORGANISATIONS REVOLUTIONNAIRES

LES ACQUIS POLITIQUES DU MOUVEMENT DE MASSE (2)

Pourquoi donner la parole aujourd'hui à des organisations qui toutes trois se réclament du marxisme-léninisme ? Parce qu'aujourd'hui, en Espagne, dans les affrontements de classe en cours, la démarcation claire entre positions réformistes ou révisionnistes et positions révolutionnaires est non seulement une nécessité objective de la lutte, mais une exigence

perçue par les masses, une exigence qui mûrit et commence à se matérialiser. Parce que, face à cette situation, les marxistes-léninistes, moins que jamais, ne peuvent se contenter d'analyses générales, et que la question des choix tactiques, le problème des alliances et de la participation à des organismes unitaires se posent avec acuité.



Organisation Révolutionnaire des Travailleurs

— Où en est le mouvement des masses ?

— Une chose sont les plans de l'oligarchie, autre chose les plans du peuple et de ses partis les plus représentatifs. Les masses par leurs luttes ont débordé les projets de l'oligarchie, l'obligeant à accélérer ses projets de libéralisation, obligeant l'oligarchie, dans la pratique, à permettre les réunions et les manifestations, bien que, lorsque cela a représenté un danger sérieux, elle n'a pas hésité à tirer sur le peuple. Mais les luttes se sont développées de manière irrésistible et les masses ont mis à profit les moyens légaux très restreints qui existaient et le plus souvent, elles les ont dépassés. Les masses populaires de l'État espagnol ont perdu la peur du fascisme. La classe ouvrière en a donné maints exemples et leur a montré la voie en de multiples occasions. Le peuple en lutte presse le fascisme de questions ; la réponse n'est pas la liberté promise, la réponse a été comme toujours les balles

rôle des réformistes et des révisionnistes, et en quels termes se pose pour vous la question de l'unité du mouvement anti-fasciste, particulièrement par rapport à la Coordination Démocratique ?

— L'annonce et la mise en pratique par le gouvernement de Juan Carlos de quelques réformes a conduit révisionnistes et réformistes à dévoiler leur caractère hésitant et conciliateur par rapport à la lutte de classes. Ils s'opposent à ce que ce soit le peuple en lutte qui gagne du terrain face à l'affaiblissement de l'oligarchie, qui le mette à profit dans son intérêt. A l'heure actuelle, le PSOE, la Démocratie Chrétienne, déjà compromis dans les faits, et le parti révisionniste qui les suit de près demandent au roi fasciste qu'il leur donne la liberté. Placer sa confiance dans la classe au pouvoir, croire en sa démocratie, c'est en fait lui faciliter la tâche pour qu'elle ne « donne » pas la liberté et que dans les meilleurs des cas, cette liberté soit la plus étreinte possible.

comme le 3 avril à Madrid et l'Aberri Eguna.

En ce qui concerne la formation de la Coordination Démocratique, nous pensons qu'elle peut conduire à être un pas en avant dans l'unité anti-fasciste. C'est en vue d'impulser la formation d'un organisme unique de tous les anti-fascistes que nous étions entrés dans la Plate-Forme de Convergence Démocratique. Mais les raisons qui nous en ont fait sortir sont les mêmes qui pour l'instant nous empêchent d'entrer dans la Coordination. Le programme de la Coordination est énoncé sous une forme abstraite. Aussi avons-nous demandé des éclaircissements sur certains points, en particulier la dénonciation explicite, concrète de Juan Carlos, continuateur du fascisme. De la réponse que nous en aurons dépendra notre entrée ou non dans cet organisme. Dans un cas comme dans l'autre, notre présence à la tête des luttes, notre travail pour montrer que le seul chemin de la liberté c'est la lutte sont les aspects déterminants de notre politique ; ceci n'exclut pas l'unité dans l'action chaque fois que c'est possible.

— Quels sont les acquis politiques du mouvement de masses qui se déroule depuis trois mois ?

— L'évolutionnisme sous sa forme actuelle est largement démasqué aux yeux de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Les gens ont compris que ceux-là ne donnent pas la liberté. Mais si d'autres viennent ? C'est moins sûr. Seule une petite frange du mouvement a démasqué totalement cette manœuvre politique. La question, c'est que cette manœuvre ne serait pas démasquée si elle avait l'appui des partis réformistes.

— Tu as déjà évoqué à plusieurs reprises cette collaboration des partis réformistes et révisionnistes avec le pouvoir ? Peux-tu préciser cette idée et expliquer comment tu la concilies avec la présence du PTE dans des organisations unitaires ? Que pensez-vous de la formation de la Coordination Démocratique ?

— La Démocratie Chrétienne et le PSOE ont pactisé avec le gouvernement, même s'ils se rapprochent de la

Junte. Au fur et à mesure qu'ils font des pas en avant vers le gouvernement provisoire, le PC fait des pas en arrière. Le PC veut maintenir les luttes dans un cadre acceptable pour la bourgeoisie. Il les a freinées tant qu'il a pu, aujourd'hui il ne veut même pas avoir l'air d'intervenir dedans. Il veut à tout prix être légalisé, mais il a beau faire, aux yeux de la bourgeoisie, il n'est pas « fiable », à cause de son passé et de la rivalité des superpuissances.

La constitution d'un tel organisme est un fait positif qui permet d'aller de l'avant pour obtenir l'unité du mouvement anti-fasciste. Si le document constitutif a été signé, c'est le résultat des mobilisations de masses de janvier-février, parce que le PSOE et la Démocratie Chrétienne ont compris que leur participation aux manœuvres évolutionnistes n'empêchait pas le développement des luttes populaires. La signature de ce document signifie l'échec de l'évolutionnisme qui a été incapable de garder à ses côtés les forces qui l'appuyaient et de donner satisfaction au mouvement ouvrier.

La Coordination Démocratique représente l'unité de tous les anti-fascistes qui s'opposent au continuisme et constituent la majorité des forces politiques en Espagne ; elle représente par conséquent l'alternative de pouvoir face au régime.

Pour que cette union se consolide et pour que certaines formes de la Coordination restent dans la voie démocratique, il est nécessaire que l'unité et l'organisation de la classe ouvrière aillent croissant. C'est l'action des masses qui a joué le rôle déterminant pour la constitution de cette unité, il en sera de même pour sa consolidation.

Le document signifie l'accord maximum auquel sont arrivés les signataires. A partir de là, il existe des différences, par exemple sur la manière de garantir des élections libres dans la période de gouvernement provisoire. Pour nous cela passe par la mobilisation de la classe ouvrière, son organisation et la prise de mesures concrètes (dissolution des corps répressifs par exemple) pour éviter le retour du fascisme et de ses alliés.

Parti du Travail d'Espagne



et la prison.

Il est vrai que le contenu de ces luttes est essentiellement revendicatif ; mais revendiquer sous le fascisme suppose donner à toutes les luttes un degré de contenu politique non négligeable. Les luttes ouvrières surtout ont ce contenu, car la classe ouvrière voit dans sa chair ce qu'est la monarchie de Juan Carlos et la dénonce chaque jour plus clairement.

Notre parti qui joue un rôle décisif pour impulser et coordonner ces luttes, montre à chaque moment dans ces luttes quel est l'ennemi principal, l'oligarchie, représentée par la figure de Juan Carlos, d'où notre mot d'ordre « Non à Juan Carlos ».

— Comment caractériser-vous aujourd'hui le

quelques réformes qu'il peut y avoir sont un acquis des masses en lutte et que ce n'est pas la marche arrière et les hésitations qui doivent s'imposer, mais la lutte résolue.

Les révisionnistes qui, depuis le début, ont cherché à canaliser et freiner les luttes pour essayer de gagner les faveurs de l'oligarchie et obtenir leur légalisation, aujourd'hui s'opposent ouvertement aux mouvements de masse, font preuve du pacifisme et du respect de la légalité fasciste les plus plats, sous prétexte de ne pas donner des arguments au « bunker ». Leur pratique et leur ligne commencent à être démasquées aussi bien dans les usines que lorsqu'ils annulent les manifestations

— Où en est le mouvement des masses ?

— Le niveau de conscience et la combativité se sont renforcés. La participation au combat anti-fasciste a été élargie. Les quelques concessions, loin de satisfaire le peuple, ont été un aiguillon, les masses n'ont pas peur de la lutte et des journées comme le 8 mars en Euskadi vont se reproduire. Les thèmes les plus mobilisateurs ont été les revendications économiques, les mots d'ordre pour des syndicats ouvriers, pour l'amnistie, pour les libertés démocratiques et la lutte contre la répression. Cependant, malgré de grands progrès, le niveau de conscience et d'organisation reste encore faible, la riposte à Vitoria au niveau national a été insuffisante ; il y a une plus grande politisation, mais les mots d'ordre ne sont pas dirigés globalement contre Juan Carlos et son gouvernement.

Mouvement Communiste

Sur la question des libertés, les masses n'ont pas une conscience démocratique bourgeoise, elles veulent les libertés, la démocratie en général.

L'influence des idées réformistes et révisionnistes est plus importante que celle des révolutionnaires, même si celle-ci tend à croître.

— Que pensez-vous de la formation de la coordination démocratique ? Du contenu politique de son programme ? Y participez-vous ?

— Tant qu'existaient la plateforme de convergence démocratique, nous avons toujours lutté pour qu'elle s'unisse à la Junte dans un organisme unitaire unique, sans aucune exclusivité. Nous considérons par conséquent que la formation de la coordination démocratique est une victoire pour les

forces démocratiques et un coup sérieux pour le gouvernement. Pour nous, c'est un pas sur la voie de l'unité, mais on ne pourra parler de la réalisation de l'unité tant que les organismes unitaires des nationalités ne sont pas représentés comme ils conviennent dans l'organisme central.

Quant au contenu de son programme, bien qu'une série d'exigences justes y figurent, il est vrai que son projet est assez modéré ; il ne peut en être autrement, étant donné la tendance au compromis qui existe chez les forces libérales, réformistes et révisionnistes présentes.

C'est notre tâche, à nous communistes de faire en sorte que cet organisme se transforme en un organisme de lutte contre le régime, un organisme qui impulse les luttes.

DEMAIN :

POSITIONS TACTIQUES ET STRATÉGIQUES DE CES TROIS ORGANISATIONS